



**CTB**



# RAPPORT DES RESULTATS 2016

## PROGRAMME D'APPUI A L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE (ETFP) DANS LES PROVINCES DE LA MONGALA ET DU SUD UBANGI (EDU – MOSU<sup>1</sup>)



<sup>1</sup> Le changement du sigle « EDU – EQUA » en EDU – MOSU » validé lors de la SMCL du 01 février 2016 (MOSU faisant référence à la Province de la MONGALA et la Province du SUD UBANGI)

<b>1</b>	<b>APERÇU DE L'INTERVENTION</b>	<b>4</b>
1.1	FICHE D'INTERVENTION	4
1.2	EXECUTION BUDGETAIRE	5
1.3	AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE	5
1.3.1	<i>Pertinence</i>	5
1.3.2	<i>Efficiency</i>	6
1.3.3	<i>Efficacité</i>	6
1.3.4	<i>Durabilité potentielle</i>	7
1.4	CONCLUSIONS	8
<b>2</b>	<b>MONITORING DES RESULTATS</b>	<b>11</b>
2.1	ÉVOLUTION DU CONTEXTE	11
2.1.1	<i>Contexte général</i>	11
2.1.2	<i>Contexte institutionnel</i>	11
2.1.3	<i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	11
2.1.4	<i>Contexte HARMO</i>	12
2.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME	15
2.2.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	15
2.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	15
2.2.3	<i>Impact potentiel</i>	17
2.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	17
2.3.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	17
2.3.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	18
2.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	19
2.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	21
2.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	21
2.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	21
2.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	22
2.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	24
2.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	24
2.5.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	24
2.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	25
2.6	THEMES TRANSVERSAUX	27
2.6.1	<i>Genre</i>	27
2.6.2	<i>Environnement</i>	29
2.6.3	<i>VIH/SIDA</i>	29
2.7	GESTION DES RISQUES	30
<b>3</b>	<b>PILOTAGE ET APPRENTISSAGE</b>	<b>33</b>
3.1	REORIENTATIONS STRATEGIQUES	33
3.2	RECOMMANDATIONS	34
3.3	ENSEIGNEMENTS TIRES	35
<b>4</b>	<b>ANNEXES</b>	<b>37</b>
4.1	CRITERES DE QUALITE	37
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	42
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	47
4.4	APERÇU DES MORE RESULTS	51
4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (2015-12-31) »	52
4.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	56

## ACRONYMES

AGR	Activités Génératrices des Revenus
CAA	Compagnie Africaine d'Aviation
CAFPIK	Centre agro-forestier pilote de KABA
CDI	Centre de Développement Intégré
CdS	Convention de Subsidés
CG	Contrôleur de Gestion
COEL	Comité d'élève
COPA	Comité des parents
CS	Convention Spécifique
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
DTF	Dossier Technique et Financier
EDU-EQUA	Education en Equateur
EDU-MOSU	Education dans la MONGALA et le SUD-UBANGI
EPS-INC	Enseignement Primaire, Secondaire et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté
EPSP	Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
ETFP	Enseignement Technique et Formation professionnelle
FPM	Fonds pour l'inclusion financière en RDCongo
HPP	ONG "human people to people"
INPP	Institut National de Préparation Professionnelle
IPP	Inspection principale provinciale
LAF	Local Administrative and Financial Officer
M&E	Monitoring et évaluation
MDF	MDF training & consultancy organisme mondial de formation et de conseil
MEMISA	ONG médicale belge spécialisée dans les soins de santé primaire
MONOP	Monitoring Opérationnel
PARRSA	Projet de Réhabilitation et de la Relance du Secteur Agricole
PADP	Programme d'appui aux divisions provinciales de la santé et aux zones de santé
PEE	Programme d'études et expertise (CTB)
PLVS	Programme de lutte contre la violence sexuelle
PNEF	Programme National d'Education Financière
PRECOB	Programme de renforcement des capacités par l'octroi de bourse (CTB)
PROSEB	Projet de soutien à l'Education de Base
PROVED	Province Educationnelle
PTF	Partenaire technique et financier
RAF	Responsable Administratif & Financier
RH	Ressources Humaines
S-Divisions	Sous-Division
SECOPEP	Service de Contrôle et de la Paie provincial
SNV	Agence Néerlandaise de Développement
UCAG	Unité conjointe d'appui à la Gestion

# 1 Aperçu de l'intervention

## 1.1 Fiche d'intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	PROGRAMME D'APPUI A L'ETFP DANS LES PROVINCES DE LA MONGALA ET DU SUD UBANGI (EDU-MOSU)
<b>Code de l'intervention</b>	RDC1217511
<b>Localisation</b>	GEMENA & LISALA
<b>Budget total</b>	10.000.000 Euros
<b>Institution partenaire</b>	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL (MIN EPSP)
<b>Date de début de la CS</b>	06 Novembre 2014
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	01 juillet 2015 <sup>2</sup>
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	30 juin 2020
<b>Date de fin de la CS</b>	05 Novembre 2021
<b>Groupes cibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les autorités provinciales en ETFP</li> <li>• Les Directions des établissements ciblés (y compris les Comités de Gestion, les Enseignants)</li> <li>• Le secteur privé et le monde associatif</li> </ul>
<b>Impact<sup>3</sup></b>	Dans les Provinces du SUD UBANGI et de la MONGALA, une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non-formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto-emploi de la région, permet à un nombre croissant de jeunes, garçons et filles, de trouver de l'emploi ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation.
<b>Outcome</b>	Dans un cadre amélioré, institutionnel au niveau provincial et organisationnel, au niveau des établissements ETFP, les apprenants des filières appuyées dans les districts du SUD-UBANGI et de la MONGALA, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi/auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, de l'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle.
<b>Outputs</b>	<b>Résultat 1:</b> <i>Les autorités provinciales en ETFP assurent mieux leur rôle régalien vis-à-vis des établissements ciblés</i>
	<b>Résultat 2:</b> <i>Les directions d'un nombre restreint d'établissements ciblés gèrent leurs établissements pour offrir une formation de qualité pertinente pour un plus grand nombre d'apprenants en mettant l'accent sur les filles</i>
	<b>Résultat 3:</b> <i>Le secteur privé et le monde associatif jouent un rôle prépondérant quant à la pertinence de l'offre de l'ETFP répondant aux besoins d'emploi et d'auto-emploi dans la zone ciblée)</i>
<b>Année couverte par le rapport</b>	<b>2016</b>

<sup>2</sup> À faire valider par la SMCL de 02/2017

<sup>3</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

## 1.2 Exécution budgétaire

Désignation	Budget (€)	Dépenses 2015	Dépenses 2016	Dépenses cum au 31/12/2016	Solde au 31/12/2016	Taux exécution à la fin 2016
<b>Total</b>	<b>10 000 000</b>	<b>391 215</b>	<b>1 256 036</b>	<b>1 647 251</b>	<b>8 352 749</b>	16%
Output 1	643 900	16 241	163 075	179 316	464 584	28%
Output 2	4 078 000	1 376	270 439	271 815	3 806 185	7%
Output 3	1 324 600		65 483	65 483	1 259 117	5%
Appui PRECOB+autres		469	-24 557	-24 088	24 088	-
Réserve budgétaire	250 500			0	250 500	0%
Moyens Généraux	3 703 000	373 129	781 596	1 154 725	2 548 275	31%

Le pourcentage des moyens généraux s'explique en partie par le coût des investissements réalisés au démarrage du projet (73%) et du fonctionnement du bureau de Gemena et de l'Antenne de Lisala. Au stade actuel une révision budgétaire n'est pas envisageable.

EDU-MOSU a enregistré en 2016 un décaissement de 1 256 036 EUR par rapport à 1 1133 753 EUR planifié

## 1.3 Autoévaluation de la performance

### 1.3.1 Pertinence

	<b>Performance</b>
<b>Pertinence</b>	<b>A</b>

L'intervention est en cohérence avec les objectifs du plan intérimaire de l'éducation 2012-2014 plus précisément avec son sous-programme 2.5 renforcement de l'enseignement technique et professionnel précisant les orientations stratégiques. Ce programme reste également en cohérence avec la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016-2025 particulièrement avec les trois axes suivants:

- (1) Promouvoir un système éducatif équitable, au service de la croissance et de l'emploi ;
- (2) Créer les conditions d'un système éducatif de qualité ;
- (3) instaurer une gouvernance transparente et efficace.

Le projet EDU-MOSU s'aligne, sur les stratégies et procédures du secteur dans ses actions d'appui tout en visant les résultats à obtenir dans le cadre du projet. Ainsi les axes principaux d'intervention sont résumés comme suit :

- ✓ **Axe1** : Les autorités impliquées dans l'organisation et la régulation de l'ETFP au niveau provincial sont renforcées ;
- ✓ **Axe 2** : Les établissements d'enseignement technique et professionnel ciblés sont renforcés afin de créer les conditions de base pour un enseignement de qualité et pertinent ;
- ✓ **Axe 3** : La participation communautaire et du secteur privé est renforcée.

Le projet s'adapte au contexte de fragilité et donne une attention particulière au renforcement des services de l'ETFP pour leur permettre de mieux jouer leur rôle de suivi,

appui et contrôle. Deux Conventions de Subsidés (CdS) ont été mises en œuvre avec les deux Divisions provinciales de l'EPS-INC à cet effet.

EDUMOSU soutien en outre, certains acteurs porteurs du changement dans le secteur privé informel afin de permettre une meilleure adéquation formation-emploi. Deux CdS<sup>4</sup> ont été préparées et conclues avec des représentants de corps de métiers spécialisés pour dispenser des formations pratiques de courte durée, organiser des stages et accompagner les apprentis dans leur insertion socioprofessionnelle.

### 1.3.2 Efficience

	<b>Performance</b>
<b>Efficience</b>	<b>B</b>

L'équipe internationale et nationale prévue pour la mise en œuvre du projet est au complet depuis juin 2016. Le bureau de Gemena et l'Antenne de Lisala sont fonctionnels. L'arrivée tardive des ingénieurs en construction en juin 2016, n'a pas permis au projet d'exécuter au début les constructions/réhabilitations des établissements ciblés au premier cercle<sup>5</sup>. Néanmoins une attention toute particulière est mise sur la stratégie à développer pour surmonter ce retard qui à ce jour reste maîtrisable. Plusieurs formules sont étudiées: sous-traitance avec les entreprises, bureaux d'études et l'ajout d'un ingénieur au bureau de Gemena,.

Dans le contexte d'enclavement de la MONGALA et du SUD UBANGI, le transport du matériel et des ressources humaines oblige le projet à recourir à des moyens de transport aérien qui sont plus rapides bien qu'ayant un coût de mise en œuvre plus élevé par rapport au transport par voie fluviale ou routière.

L'ouverture de l'Antenne de Lisala (Province de la MONGALA) permet la mise en œuvre des activités dès le début et un suivi de proximité pour l'atteinte des résultats. Elle pallie ainsi au problème de l'éloignement du bureau de Gemena (Province du SUD UBANGI).

La plupart des activités sont réalisées en temps voulu selon les planifications opérationnelles trimestrielles et mensuelles ce qui permet d'obtenir les premiers résultats attendus. Toutefois, les procédures des marchés publics supérieurs à 20 000 & 25 000 euros (procédures FED et Belge) font que le projet enregistre des délais longs pour l'acquisition du matériel ou des services, ce qui milite pour un assouplissement des procédures dans des contextes de fragilité comme le nôtre.

### 1.3.3 Efficacité

	<b>Performance</b>
<b>Efficacité</b>	<b>B</b>

Le passage de six à trois résultats dans le cadre logique de même qu'une approche pragmatique et réaliste, pour tenir compte des difficultés d'accès aux deux provinces, ont été validés lors de la SMCL de démarrage en février 2016 afin de permettre une plus grande efficacité du projet.

<sup>4</sup> Conventions de Subsidés avec les Forgerons à Gemena et avec le centre CAFPIK à Lisala pour la transformation des produits agricoles.

<sup>5</sup> Approche pragmatique, ciblage DTF

Les activités et les outputs sont cohérents avec l'outcome. Comme EDUMOSU se trouve dans une zone agricole à plus de 80 %<sup>6</sup> une attention toute particulière est donnée aux filières adaptées à l'économie rurale (formation formelle, non-formelle et informelle) en cherchant à garantir l'inclusion des filles et une bonne insertion socioprofessionnelle.

L'approche «bottom-up» a été soutenue à travers l'appui que le projet a apporté à la finalisation de 10 projets d'établissement<sup>7</sup> du premier cercle (plan de développement des établissements scolaires ETFP) permettant ainsi au projet d'identifier les besoins réels de chaque établissement en termes d'accessibilité de qualité des formations et de gouvernance.

L'ancrage provincial d'EDU-MOSU et sa localisation opérationnelle dans les deux Provinces de MONGALA et du SUD - UBANGI, garantissent également une meilleure efficacité dans la mise en œuvre des activités.

En ce qui concerne les synergies et complémentarités avec d'autres programmes/projets de la CTB, le projet EDU – MOSU a développé une très bonne synergie avec les projets PRECOB et PEE. La synergie avec le Projet PRECOB, qui a une antenne à GEMENA, aide dans le renforcement des capacités et l'appui organisationnel des groupes-cibles du projet.

Afin d'être plus efficace au niveau de l'employabilité des jeunes, le projet a, au cours de l'année 2016, accordé une attention particulière au monde associatif et privé informel qui constituent des acteurs-clés pour l'insertion socio-professionnelle en attendant la reprise du secteur privé formel.

### 1.3.4 Durabilité potentielle

	<b>Performance</b>
<b>Durabilité potentielle</b>	<b>C</b>

L'ancrage principal du projet se trouve au Ministère en charge de l'Education au niveau des deux provinces en ce qui concerne son mandat politique, et au niveau des services techniques déconcentrés (PROVED MONGALA et SUD UBANGI) pour ce qui a trait au mandat opérationnel. C'est sous leur autorité respective, et en appui aux fonctions respectives, que le projet réalise ses activités au niveau des établissements ciblés ainsi que des communautés. L'appui aux autres Ministères concernés par l'ETFP au niveau provincial est réalisé en fonction de leur mandat et relations à différents niveaux et de leur prise en compte des thèmes transversaux, avec un accent sur le genre.

Cet ancrage permet une appropriation correcte par les parties prenantes. Des rencontres formelles/informelles entre le projet et ces services sont régulièrement organisées. De plus, dans un souci de durabilité, le projet recherche des alternatives, comme le soutien aux formations de courte durée au sein des professions ou le développement des AGR au niveau des établissements ciblés.

Cependant, le contexte lié à la période de transition gouvernementale et la perspective des élections sont un sujet d'attention.

Aussi dans un contexte de grande fragilité le projet EDU – MOSU a opté pour la mise en œuvre des activités avec les partenaires ; cette approche est orientée vers le «faire avec»

<sup>6</sup> Etude d'analyse de développement socio-économique (filières-emploi) dans la province du SUD-UBANGI en RDC en vue d'orienter le Programme EDU MOSU dans l'adéquation formation-emploi

<sup>7</sup> 10 Projets d'établissements sont finalisés (établissements de premier cercle) et les autres sont en cours de finalisation



plutôt que le « *faire faire* ». Des Conventions de Subsidés ont été signées en Novembre 2016 avec les deux divisions provinciales de l'Education (SUD-UBANGI et MONGALA) pour les renforcer dans leur rôle régalien de suivi, d'accompagnement, de formation et d'évaluation des établissements ciblés. De même deux autres CdS ont été conclues avec des représentants du secteur privé informel qui sont des acteurs-clés du marché du travail de manière à établir un bon lien entre les formations et l'emploi).

L'approche « faire avec » impose des mesures de suivi et d'appui des partenaires plus importantes que dans le cas du « faire faire ». Elle prend en compte la gestion des risques identifiés lors du scan organisationnel. Cette approche demande aussi de revoir le design de l'équipe et de la renforcer.

La synergie existante entre PRECOB et EDUMOSU permet de renforcer les capacités organisationnelles et techniques de ces partenaires et donc d'améliorer la durabilité des interventions.

Le projet a appuyé la mise en place des 2 Comités Provinciaux ETFP. Ces cadres de concertation permettent aux acteurs du système d'enseignement/ETFP (acteurs étatiques ou gouvernementaux, PTFs actifs dans la Province, Etablissements d'Enseignement technique et formation professionnelle, Secteur privé, monde associatif, communautés locales et associations des parents) d'être en interrelation constante. Ces comités contribueront à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie provinciale ETFP en 2017 avec l'appui des consultants à recruter. Deux réunions ont été organisées dans chaque province et ont permis à ces comités de disposer des règlements d'ordre intérieur régissant leur fonctionnement et permettant des échanges fructueux entre les différentes parties prenantes.

## 1.4 Conclusions

L'année 2016 a permis d'obtenir les premiers résultats de l'intervention avec l'ouverture de l'Antenne opérationnelle de Lisala en avril et l'équipe au complet en juin.

- ✓ Des cadres de concertation entre les différents acteurs clés du système de l'enseignement/ETFP au niveau des deux provinces ont été mis en place avec l'appui du projet. Ces acteurs ont mené des actions de sensibilisation à l'inscription et la rétention des filles aux ETFP.
- ✓ La stratégie et le plan d'action « Genre » 2017 a été produit, déterminant ainsi les actions prioritaires pour chaque province.
- ✓ Dix projets d'établissement (ou plan de développement) des établissements ciblés ont été finalisés et le processus est en cours pour les autres établissements selon la planification incluse dans les CdS PROVED
- ✓ Quatre Conventions de subsidés ont été signées avec les acteurs étatiques et le secteur privé/monde associatif (acteurs porteurs de développement) pour le renforcement de leurs capacités dans le suivi/accompagnement des ETFP, l'organisation de formations de courtes durées et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.
- ✓ Des acteurs clés ont reçu des formations (formation en gestion financière, formation sur la vie associative, formation sur des techniques innovantes<sup>8</sup> avec les forgerons etc...). Dans le cadre des Conventions de Subsidés, les équipes- cadres des

---

<sup>8</sup> Foyer de forge et outils d'enclume



Provinces Educationnelles ont reçu une formation sur l'accompagnement financier en novembre 2016. Les membres de la CdS d'appui aux Forgerons, ont reçu une formation appropriée sur la gestion de la vie associative en décembre 2016.

- ✓ Le projet a introduit de nouveaux outils pédagogiques à travers une recherche action autour des tutoriels de formation en lien avec un appui à l'informatisation.
- ✓ Fonctionnement de la nouvelle filière secrétariat administration au Lycée MONZOTO MWA NTONGO à Lisala et à l'Institut Théophile VERBIST à Gemena. Le curriculum de cette filière a été mis à jour et validé grâce à l'ancrage du projet et la collaboration avec le niveau central. En effet, le programme national pour la branche informatique était trop limité et fortement en retard par rapport aux nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le cadre de l'éducation.
- ✓ Dans le cadre de la mise en œuvre des projets d'établissement plusieurs marchés de réhabilitation et construction ont été lancés par les Ingénieurs en fonction depuis juin 2016. Une stratégie de « chantier école » a été élaborée et devrait démarrer en 2017. Trois types de chantier-école sont proposés suivant les capacités de gestion des établissements :
  - Type 1 : Etablissement avec bonnes capacités de gestion, élaboration de convention de subsides où les activités et le financement sont gérés par l'établissement ciblé.
  - Type 2 : Etablissement avec faible capacité de gestion. Convention de subsides où tous les marchés de fournitures seront gérés par le projet EDU-MOSU.
  - Type 3 : Etablissement avec très faible capacité de gestion. Exécution des travaux de chantier-école à travers l'entreprise de construction/DAO.

N.B : Dans chaque convention de subside chantier-école, un ingénieur formateur/encadreur sera engagé par le projet EDU-MOSU en vue d'une meilleure formation des élèves, encadrement des enseignants de filière construction de l'établissement et suivi des travaux.

D'une manière générale, un accent particulier a été mis sur l'opérationnalisation. Les études Baseline ont été finalisées et un système de suivi-évaluation a été mis en place.



La revue à mi-parcours<sup>9</sup> prévue au premier trimestre 2017 nous aidera à valider les orientations prises et les innovations proposées : informatisation dans 5 établissements avec panneaux solaires, apprentissage de métiers à travers des formations courtes avec les artisans du secteur informel (forgerons, soudeurs, briquetiers, ...) et structuration de parcours de formation au sein de ces professions, lancement d'une nouvelle filière « secrétariat administration (informatique) et utilisation du nouveau curriculum mis à jour et validé. Suite à cette relecture du programme national, il est ressorti la nécessité de mettre à disposition des enseignants des supports de référence et des ressources en ligne en rapport avec le programme enrichi, de prévoir une formation des enseignants pour la mise à niveau et recyclage sur mesure et de conduire les enseignants dans l'élaboration des cours et les initier à la conception des cours interactifs pour les élèves.

---

<sup>9</sup> Du fait de l'anticipation de cette revue à mi-parcours et du démarrage encore relativement récent d'EDUMOSU, cette MTR aura davantage à se pencher sur l'analyse et la prise en compte du contexte par l'intervention, ainsi que sur les orientations prises plutôt que sur les résultats déjà atteints qui ne peuvent, à ce stade, qu'être modestes et incomplets

L'opérationnalisation de l'Antenne de Lisala et la bonne coopération entre cette antenne et le bureau de Gemena, nous permettent un bon taux de réalisation de nos activités, et un bon suivi pour l'atteinte des résultats.

Toutefois, pour une mise en œuvre efficace de l'approche «faire avec» un réaménagement de l'équipe opérationnelle du projet est envisagé en 2017 avec l'ajout de 2 collaborateurs (1 cadre, pour le suivi des conventions de subsides et 1 Ingénieur pour renforcer le volet infrastructures). Ce changement sera soumis à l'approbation de la SMCL au cours du premier trimestre 2017.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
<p data-bbox="336 779 730 813"><b>Jacques DOME MOLOLIA</b></p> 	<p data-bbox="1007 779 1257 813"><b>Annie LEFEVRE</b></p> 

## 2 Monitoring des résultats<sup>10</sup>

### 2.1 Évolution du contexte

#### 2.1.1 Contexte général

Avec la mise en place effective des 26 Provinces dirigées par les Gouverneurs élus par les Assemblées Provinciales, la République Démocratique du Congo a amorcé sa politique de Décentralisation.

La province du SUD-UBANGI paraît avoir les équipements de base nécessaires pour l'installation des nouvelles autorités en termes d'infrastructures et de mobilité des membres de Gouvernement. Par contre, celle de la MONGALA connaît des difficultés pour l'installation de la nouvelle équipe du Gouvernement provincial du fait de l'insuffisance des infrastructures (Logements et bureaux). Les exécutifs provinciaux prennent donc des contacts pour la recherche de bailleurs et partenaires pouvant aider à relancer le développement de ces nouvelles provinces. Signalons aussi quelques efforts perceptibles entrepris par les différents Gouverneurs pour le désenclavement de leur Province respectivement par la réhabilitation de la voirie urbaine de Gemena, la réfection de l'axe Akula –Gemena- Zongo pour le Province du SUD – UBANGI et le début de réhabilitation de l'axe Lisala – Bonso Manzi et la réhabilitation des ponts sur l'axe Lisala – Bumba pour celle de la MONGALA.

Au niveau national, le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel à côté du Ministère de l'EPS-INC, a peiné à fonctionner normalement, étant donné le chevauchement des compétences et des mandats dévolus. La collaboration entre ces deux ministères a semblé difficile. Pour preuve, les nominations des agents et des cadres du Secrétariat général ainsi que ceux des provinces et ensuite leur annulation par le Premier Ministre sortant. Vu cette instabilité institutionnelle, l'ancrage du projet est resté au niveau des services techniques déconcentrés de la Division provinciale de l'EPS-INC dans l'attente d'une orientation du COMPAR<sup>11</sup>.

#### 2.1.2 Contexte institutionnel

L'avènement des gouverneurs de province a permis aux nouvelles provinces de passer d'un mode de gestion déconcentré (commissaires spéciaux) à un mode de gestion décentralisé avec un certain nombre de Ministères thématiques. Dans la zone d'intervention du projet (provinces de la MONGALA et du SUD UBANGI), la présence des Ministères Provinciaux en charge de l'éducation facilite son ancrage aussi bien au niveau des services déconcentrés (Division provinciale) que des services décentralisés (Ministères de tutelle).

L'instabilité institutionnelle issue du remaniement des ministères et des changements de PROVED a eu un impact négatif sur la réalisation des certaines activités et donc pénalisé l'atteinte des résultats prévus en 2016.

#### 2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Le fonctionnement de l'Antenne de Lisala (Province de la MONGALA) permet la mise en œuvre et la bonne gestion des activités et pallie au problème de l'éloignement du bureau de Gemena (Province du SUD UBANGI).

<sup>10</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

<sup>11</sup> La convention spécifique du projet, spécifié l'encrage au niveau du Ministère national de l'EPSP aujourd'hui scindé en deux ministères nationaux (EPS-INC et ETP)

En l'absence d'une coordination provinciale, le projet EDU-MOSU fait partie des projets qui sont supervisés par la Représentation de la CTB. Le système d'assurance qualité sur la mise en œuvre d'activités comprend deux sphères d'intervention : à l'initiative du projet (contrôle interne de la qualité des activités dans les différents axes d'intervention) et à l'initiative de la Représentation (contrôle au bon fonctionnement du contrôle interne mis en place). Avec le démarrage de deux nouveaux projets santé de la CTB (le programme d'appui aux divisions provinciales de la santé et aux zones de santé : PADP et le programme de lutte contre la violence sexuelle : PLVS), le projet EDU-MOSU a réduit ce coût de fonctionnement par la mutualisation de deux staff du personnel d'appui (Secrétaire caissière et Contrôleur de gestion).

Suite à l'évaluation du mode de fonctionnement d'EDU-MOSU, un nouvel organigramme<sup>12</sup> a été présenté et validé lors de la 1ère SMCL du mois de Février 2016 (voir figure 1). Toutefois, pour une mise en œuvre efficace de l'approche «faire avec» un réaménagement de l'équipe opérationnelle du projet est envisagé en 2017 avec l'ajout de 2 collaborateurs : 1 cadre pour le suivi des conventions de subsides et 1 Ingénieur pour renforcer le volet infrastructures. Cette proposition de changement sera présentée lors de la SMCL du premier trimestre 2017.

#### 2.1.4 Contexte HARMO

L'harmonisation avec les différents PTF qui interviennent dans les provinces de la MONGALA et du SUD UBANGI devra se faire à travers le pilotage par les autorités provinciales, mais pour l'instant ce cadre formel n'existe pas encore. Toutefois des contacts informels sont déjà organisés entre certains PTF qui interviennent principalement dans les secteurs agricole et éducatif, nous pouvons citer HPP, PARSSA, PROSEB. La Caritas Internationale Belgique qui vient de démarrer un projet humanitaire dans la MONGALA avec le financement de la DGD prévoit d'appuyer la mise en place d'un cadre formel de concertation avec les différents acteurs de la région notamment autour des interventions humanitaires.

Une forte synergie est développée avec le Projet PRECOB de la CTB qui a installé son antenne à GEMENA en mai 2016.

Le projet EDU-MOSU s'aligne, sur les stratégies et procédures du secteur de l'éducation du niveau national et des provinces dans ses actions d'appui tout en visant les résultats à obtenir dans le cadre du projet.

Toutes les actions d'EDU-MOSU s'inscrivent dans une gestion axée sur les résultats. Les CdS signées avec les différents partenaires utilisent aussi la même approche, ce qui pour certains partenaires (PROVED, CAFPIK, ...) constitue une nouveauté.

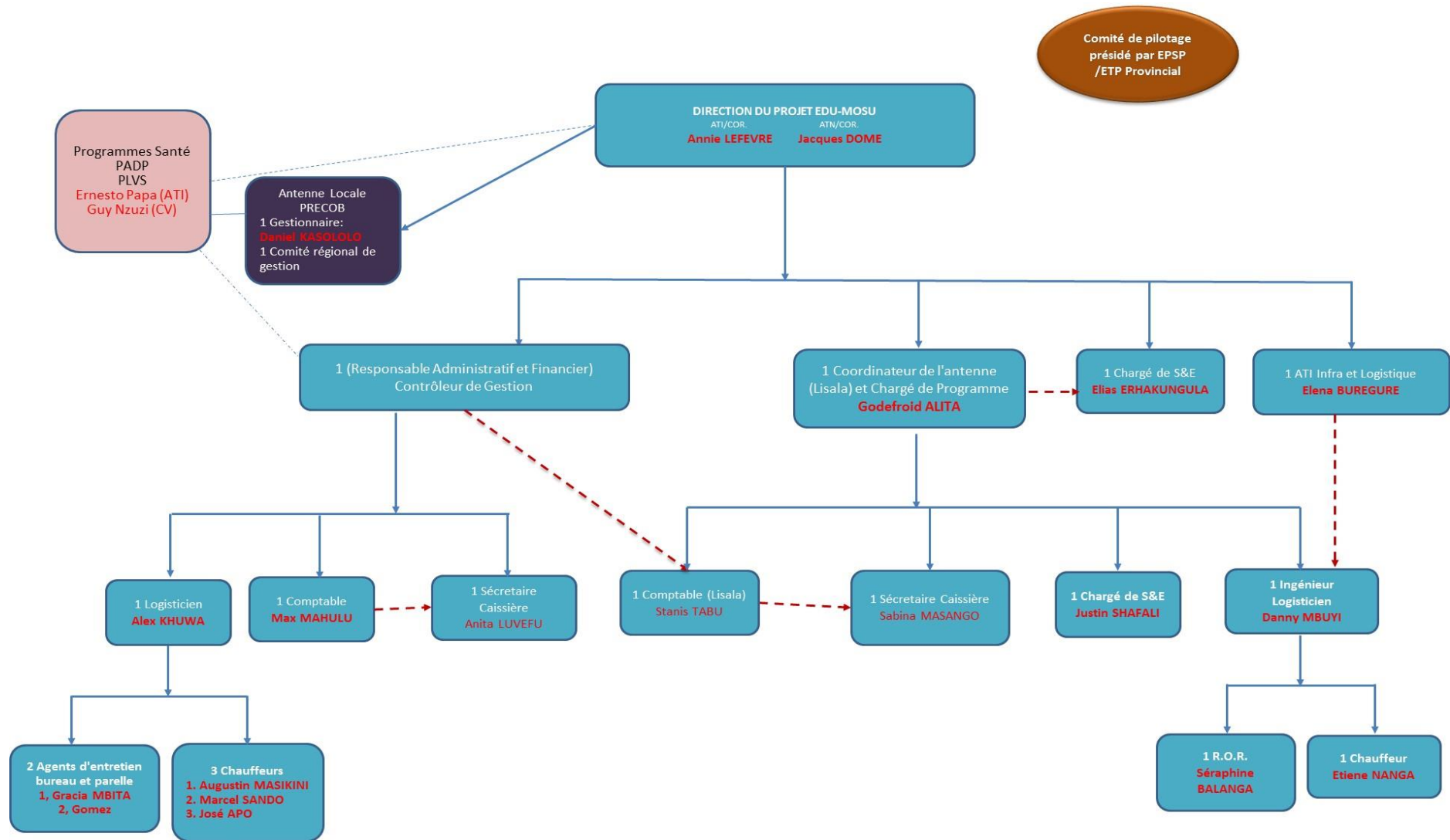
Le Projet a impliqué les autorités provinciales et les responsables des différents services déconcentrés dans toutes ses actions. Les activités de renforcement des capacités ont ciblé en particulier les partenaires (formation des Inspecteurs sur la gestion administrative et gestion financières à Kinshasa et Mbuji-Mayi, visites d'échanges de partenaires privés et du monde associatif, ...). De plus les CdS sont un outil très important de responsabilisation mutuelle dans toutes les actions du projet et constituent en effet, l'opérationnalisation du partenariat avec les institutions et organisations locales.

Le projet a su relier les services décentralisés et déconcentrés au niveau des Provinces et cela a facilité l'appropriation et aussi la redynamisation des rôles régaliens des services

---

<sup>12</sup> Par rapport au DTF

déconcentrés auprès des établissements ETFP. Par ailleurs, les CdS et le fonctionnement des comités Provinciaux ETFP facilitent l'appropriation



## 2.2 Performance de l'Outcome



### 2.2.1 Progrès des indicateurs<sup>13</sup>

<b>Outcome :</b>				
Dans un cadre amélioré, institutionnel au niveau provincial et organisationnel au niveau des établissements ETFP, les apprenants des filières appuyées dans les provinces de la MONGALA et du SUD-UBANGI, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi / auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, de l'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle				
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur Baseline</b>	<b>Valeur Année 2016</b>	<b>Cible Année 2016</b>	<b>Cible finale</b>
Taux de réussite des apprenants dans les filières porteuses des établissements ciblés	63%	84,51%	65%	90%
Taux de participation des filles à l'ETFP	16,0%	17,9%	20%	50%
% des sortants accompagnés à l'insertion socioprofessionnelle et l'auto-emploi	0	0%	0%	40%

### 2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Au cours des exercices sur la théorie de changement réalisés à la fin de l'année 2015, le projet et ses partenaires ont analysé et apprécié la logique d'intervention EDU-MOSU et apporté quelques modifications sur le cadre logique du DTF. Les axes sont devenus des résultats, déclinés en sous-résultats. L'atteinte de l'Outcome dépend entre autres de l'implication des autorités provinciales en ETFP, de la gestion des établissements ciblés et du rôle du secteur privé/monde associatif quant à la pertinence de l'offre ETFP répondant aux besoins d'emploi et d'auto-emploi dans la zone. Ainsi, les autorités impliquées dans l'organisation et la régulation de l'ETFP au niveau provincial sont renforcées ; les établissements d'enseignement technique et professionnel ciblés sont renforcés afin de créer les conditions de base pour un enseignement de qualité et pertinent par rapport au marché du travail; la participation communautaire et du secteur privé est renforcée.

La Baseline réalisée avec les partenaires a permis au projet d'avoir des valeurs de référence permettant ainsi de mesurer l'atteinte de l'Outcome. La valeur de l'année 2015 n'est pas disponible d'autant plus que le projet était encore à sa phase d'installation et du recrutement de personnel, ce dernier a pris fin au mois de mai 2016 par le recrutement de l'ATI Ingénieur infrastructure/logistique.

L'indicateur sur le taux de réussite des apprenants dans les filières porteuses des

<sup>13</sup> Les indicateurs repris ont été revus lors du backstopping réalisé avec l'appui du MDF et par l'équipe lors de la réalisation de la Baseline



établissements ciblés, s'est fixé le taux de 90% comme cible à la fin de l'intervention. Cet indicateur définit les progrès réalisés par les candidats des établissements ciblés aux différentes évaluations certificatives de fin de cycle. Pour l'année N, la valeur atteinte est de 84,51% ; largement supérieure à celle ciblée par l'intervention (65%). On note la mise en œuvre des actions de renforcement de capacités des chefs d'établissement et des enseignants que le projet a menées à travers les formations sur la gestion administrative et financière, la formation et l'appui à l'élaboration des projets d'établissement et l'accompagnement pédagogique des Inspecteurs techniques (Mise en œuvre des CdS avec les 2 PROVED). Pour l'amélioration de la formation pratique, le projet va faciliter la collaboration entre les chefs d'établissements et le secteur privé (formel, informel) ainsi que le monde associatif pour le stage professionnel des apprenants des établissements ciblés. Le projet accorde aussi une attention particulière à la dotation d'équipements (préparation et lancement des marchés publics) pour le fonctionnement d'unités de production . Ces dernières, installées au niveau des établissements vont servir de cadre de formation pratique aux élèves ou apprenants (avec une attention sur les filles) et les productions vendues, permettront en outre à l'établissement de dégager des revenus pour couvrir le frais de fonctionnement et assurer la pérennité.

L'appréciation de la contribution du projet dans la promotion de la participation des filles à l'ETFP est mesurée par le taux de participation des filles à l'ETFP qui est de 17,9% inférieur à la cible de l'année N. Par rapport à la valeur de base, un accroissement d'environ 2% est enregistré. Cet accroissement est relativement faible, compte tenu des pesanteurs socioculturelles liées au « genre ». Le projet espère avec la mise en œuvre de son plan d'actions genre et sa stratégie de communication, améliorer ce taux de participation des filles à l'ETFP afin d'atteindre la cible projetée.

La majorité des ETEFP indiquent rencontrer des difficultés pour l'insertion des lauréats dans la vie professionnelle. L'insertion des sortants n'apparaît pas d'ailleurs toujours dans leurs priorités. Par ordre d'importance, les ETEFP expriment ainsi les difficultés rencontrées pour l'insertion des lauréats :

- Pas assez d'offres d'emplois localement. La faiblesse de l'économie locale est ici mise en avant ;
- Pas de soutien financier au démarrage d'AGR portée par les lauréats (auto-emploi) : kits de démarrage ou fonds d'insertion ;
- Pas d'accompagnement à l'insertion. Les ETEFP indiquent soit ne pas avoir de politique claire d'insertion, soit ne pas avoir de moyens pour l'insertion, soit ne pas avoir de cellule de préparation professionnelle.
- Incapacité de l'ETFP à suivre les lauréats (trop nombreux et enseignants pas formés à cela)
- Pas ou peu de partenariat avec le secteur privé
- Lauréats pas en mesure de mettre en œuvre des projets d'auto-emploi (n'ayant pas eu de pratique au cours de leur formation).
- Filières de formation pas adaptées ou manque d'appui du Ministère font partie des autres motifs évoqués.

Pour remédier à toutes ces difficultés le projet a mis en place une stratégie de recherche-action à travers l'identification des autres acteurs de développement du secteur privé et du monde associatif informel pour l'organisation des formations pratiques et qualifiantes et pour l'insertion rapide des apprenants. La mise en place des UFE dans les ETEFP, la structuration

des lauréats, l'appui en kits de sortie et l'accompagnement des lauréats par les privés dans la pratique sont des activités également planifiées. D'où un taux de 40% comme cible à la fin de l'intervention.

### 2.2.3 Impact potentiel

Les actions entreprises par le projet contribueront sans doute à l'impact du projet qui est d'offrir dans les Provinces de la MONGALA et du SUD UBANGI des formations techniques et professionnelles, tant formelles, que non-formelles répondant aux perspectives d'emploi et d'auto-emploi de la région, permettant ainsi à un nombre croissant de jeunes, garçons et filles, de trouver ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation.

Les appuis des ETFP en termes d'amélioration de l'accès, de la qualité (par la formation théorique et pratique) et de la Gouvernance, renforceront les capacités des ETFP ciblés qui seront considérés comme de centres d'application dans la région. L'appui en équipements au niveau des ETFP, la facilitation de la collaboration avec le secteur privé et le monde associatif, les formations informelles, faciliteront l'apprentissage des apprenants pour les rendre compétitifs sur le marché de l'emploi ou dans la création d'auto-emploi.

L'approche « bottom-up » est de mise au niveau des établissements à travers le projet d'établissement, qui est un exercice participatif du diagnostic et d'identification des besoins au niveau des ETFP. Le projet met l'accent aussi sur l'approche fondée sur les droits humains en favorisant la bonne gouvernance au niveau des établissements (par l'implication des COPA et COEL dans la gestion des ETFP), l'inclusion des hommes et des femmes à la prise de décision afin d'éviter l'exclusion. La stratégie genre, et ses plans d'action annuels permettent au projet de mener des actions pour l'égalité de chances entre filles et garçons dans l'ETFP et l'emploi. La problématique du coût de l'ETFP reste un défi majeur dans notre zone d'intervention. Toutefois les comités ETFP se chargent de mener des actions de plaidoyer auprès du Gouvernement central pour la prise en charge des enseignants non mécanisés et le fonctionnement des ETFP.

## 2.3 Performance de l'Output 1



### 2.3.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 1 :</b>				
Les autorités provinciales en ETFP assurent mieux leur rôle régalien vis-à-vis des établissements ciblés.				
Indicateurs	Valeur Baseline	Valeur Année 2016	Cible Année 2016	Cible finale
<b>Sous-résultat 1.1 :</b> Les divisions provinciales de tutelle développent une stratégie ETFP-Emploi avec les autres acteurs du secteur et assurent sa mise en œuvre				
Document stratégique de l'ETFP validé, y compris un choix des filières porteuses, par le comité de concertation.	0	0	NA	2
Degré de mise en œuvre de la stratégie provinciale de l'ETFP	0	0	NA	60%

<b>Sous-résultat 1.2</b> : Les divisions provinciales de tutelle assurent l'affectation des enseignants et formateurs qualifiés dans les établissements ciblés				
% des enseignants avec des qualifications requises dans les filières porteuses des établissements ciblés	22%	34,4%	30%	50%
<b>Sous-résultat 1.3</b> : Les autorités provinciales de tutelle assurent un système de contrôle et suivi efficace en vue d'une formation de qualité, pertinente et transparente				
% d'enseignants des branches techniques suivis par les inspecteurs	1%	14,3%	20%	80%
Nombre moyen de visites organisées par inspecteur et par établissement	5	10	40	280
Niveau d'exécution des recommandations des inspecteurs	ND	ND	50%	50%

### 2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 14	État d'avancement :			
	A	B	C	D
<b>Sous-résultat 1</b> : Les divisions provinciales de tutelle développent une stratégie ETFP-Emploi avec les autres acteurs du secteur et assurent sa mise en œuvre				
Appui à la mise en place des comités de concertation ETFP au niveau de la Province SUD-UBANGI & de la MONGALA pour le développement d'une stratégie ETFP provinciale		X		
Appui aux réunions trimestrielles du comité provincial ETFP dans les provinces du SUD-UBANGI et de la MONGALA		X		
Elaboration et mise en œuvre de la stratégie genre		X		
Réhabilitation du bâtiment de la PROVED pour la Province de la MONGALA			X	
<b>Sous-résultat 2</b> : Les divisions provinciales de tutelle assurent l'affectation des enseignants et formateurs qualifiés dans les établissements ciblés				
Appui à l'état des lieux sur la qualification des enseignants dans les établissements ciblés		X		
Réflexion sur l'affectation des enseignants qualifiés et payés			X	
Plaidoyer pour l'affectation des enseignants qualifiés et payés dans les établissements ciblés		X		
<b>Sous-résultat 3</b> : Les autorités provinciales de tutelle assurent un système de contrôle et suivi efficace en vue d'une formation de qualité, pertinente et transparent				
Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de CdS avec les PROVED des 2 Provinces pour le suivi, l'accompagnement, la formation et l'évaluation des établissements ciblés.		X		
Réhabilitation/Construction du bâtiment Bureau Antenne de Lisala			X	
Ateliers de formation des formateurs en gestion Administrative et financière à Gemena et Lisala		X		

<sup>14</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

### 2.3.1 Analyse des progrès réalisés

Le rôle régalien des autorités provinciales est assez vaste. Le projet et ses partenaires lors des exercices sur la théorie de changement ont précisé le rôle des autorités provinciales de tutelle en trois sous-résultats :

- ✓ Les divisions provinciales de tutelle développent une stratégie ETFP-Emploi avec les autres acteurs du secteur et assure sa mise en œuvre
- ✓ Les divisions provinciales de tutelle assurent l'affectation des enseignants et formateurs qualifiés dans les établissements ciblés
- ✓ Les autorités provinciales de tutelle assurent un système de contrôle et suivi efficace en vue d'une formation de qualité, pertinente et transparente

Le projet a appuyé la mise en place des comités provinciaux ETFP à Gemena et à Lisala respectivement pour la Province du SUD UBANGI et de la MONGALA. Le comité Provincial ETFP, c'est un cadre de concertation et d'orientation mettant ensemble les différents acteurs clés du système de l'enseignement ETFP. Ce comité a pour compétences et attributions :

- Susciter la contribution de chaque partie prenante aux progrès de l'ETFP dans la province ;
- Elaborer la stratégie provinciale de l'ETFP et la Traduire en un plan d'actions annuel ;
- Décliner cette stratégie au niveau des territoires ;
- Traduire l'engagement des acteurs (autorités gouvernementales) en actions concrètes sur le terrain : la mise en œuvre et le suivi du plan d'actions ;
- Accompagner les acteurs de terrain dans l'exécution du plan d'actions : stimuler, contrôler et corriger ;
- Contribuer à la création des filières porteuses ;
- Faire du plaidoyer pour une meilleure prise en compte des besoins et des réalités de la province en matière de l'ETFP ;
- Faire du plaidoyer pour que le gouvernement octroie des frais de fonctionnement aux ETFP (prime de fonction spéciale), comme c'était le cas par le passé ;
- Faire du plaidoyer auprès du Gouvernement provincial pour l'amélioration de l'environnement des affaires, et notamment la réduction des tracasseries de toute sorte qui découragent les petits et grands entrepreneurs, et rend difficile l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.
- Assurer la pérennité des actions des partenaires du secteur ETFP au niveau de la province.

Deux réunions de ces comités ont été organisées respectivement à GEMENA et à LISALA. L'organisation trimestrielle de ces réunions est prise en charge dans la convention de subsides avec les PROVED (Direction Provinciale de l'éducation) de la MONGALA et du SUD UBANGI.

Le marché public de la consultance internationale pour l'appui à l'élaboration des stratégies provinciales ETFP était non-fructueux, raison de la cote « C » pour les activités liées à ces stratégies. Le marché sera relancé au niveau national en vue de doter rapidement les partenaires ETFP des 2 provinces des stratégies et des plans d'action pour le développement de ce sous-secteur de l'éducation au niveau de nos 2 Provinces. Il sied de signaler toutefois qu'il existe au niveau national une stratégie de sous-secteur ETFP. La stratégie provinciale qu'on va appuyer s'alignera en reprenant les grands axes et intégrant les spécificités de chaque province.

Les autorités provinciales et les autres parties prenantes sont impliquées dans la mise en œuvre de la stratégie genre.

Le marché public pour la réhabilitation du bâtiment de la PROVED de la MONGALA a connu quelques difficultés dans le dossier technique élaboré par le consultant recruté pour cette fin ; raison de la cote « C ». L'équipe infrastructure en place depuis le mois de juin, a retravaillé le dossier dont le processus d'attribution est en cours.

Les agents du service du contrôle et de paie des enseignements (SECOPE) ont effectué ensemble avec les chargés du suivi évaluation du projet des missions auprès des ETFP ciblés pour faire un état de lieux de la situation administrative et qualitative des enseignants. Le rapport de cette mission a permis au Coresponsable national d'entamer le plaidoyer au niveau aux autorités nationales pour la mécanisation des enseignants qualifiés et payés dans les établissements ciblés. Actuellement, les enseignants identifiés ont été intégrés dans le « fichier paie » au niveau central et ont obtenu un numéro matricule qui devrait leur permettre d'être pris en compte pour la paie en 2017.

Dans le cadre de leurs fonctions régaliennes, le projet a signé avec les Directions provinciales de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel des conventions de subsides pour la mobilisation des services techniques déconcentrés (STD) de ce Ministère afin d'assurer le suivi, l'accompagnement, la formation et l'évaluation des établissements ciblés de la Province de MONGALA et du SUD UBANGI. Ces conventions s'inscrivent dans le prolongement de la mise en œuvre de certaines actions de renforcement des capacités en termes de formation que le projet a appuyées. Ainsi, nous citerons la participation des 2 Inspecteurs aux formations sur la gestion administrative et la gestion financière des ETFP. La restitution de ces formations auprès des Inspecteurs techniques et des chefs d'établissements ciblés. Un pool de formateurs (3 dans chaque province)s en éducation financière a été formé en partenariat avec la GIZ

L'une des décisions de la SMCL de démarrage du projet tenue au mois de février 2016 était la suivante : « La SMCL adopte la proposition du Commissaire Spécial de la MONGALA de mettre à disposition de l'équipe du projet à Lisala un bâtiment de l'Etat ». Cette promesse n'a pas été tenue vue la carence des bâtiments de l'Etat dans la MONGALA. L'Antenne fonctionne et le projet a budgétisé la réhabilitation du PROVED.



## 2.4 Performance de l'Output 2

### 2.4.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 2 :</b>				
Les directions des établissements ciblés gèrent leurs établissements pour offrir une formation de qualité pertinente pour un plus grand nombre d'apprenants en mettant l'accent sur les filles.				
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur Baseline</b>	<b>Valeur Année 2016</b>	<b>Cible Année 2016</b>	<b>Cible finale</b>
<b>Sous-résultat 2.1:</b> Les établissements favorisent l'accès et la rétention d'un plus grand nombre d'apprenants avec une attention spécifique pour les filles.				
Evolution des inscriptions dans les établissements ciblés (% de changement par rapport à l'année précédentes)	10%	13%	>10%	20%
Taux de rétention (nombre inscrits début année scolaire - nombre abandons fin d'année scolaire)	64%	87,19%	70%	95%
<b>Sous-résultat 2.2 :</b> Les établissements ciblés offrent un cadre d'apprentissage et une formation de qualité (théorique et pratique) orientée vers le marché de l'emploi et l'auto-emploi				
% d'établissements réhabilités	0%	0	0	26%
% d'établissements équipés (en fonction des bâtiments réhabilités/construits par le projet)	0%	0	0	26%
% des unités de production fonctionnelles et rentables (AGR)	ND	37,5%	20%	50%
% des établissements ciblés donnant une formation de qualité (sur base des critères formulés par l'équipe du projet et les parties prenantes: curricula, (auto)recyclage, approche péda. stages,...)	ND	30%	40%	80%
Pourcentage d'unités pédagogiques fonctionnant dans des établissements ciblés et se réunissant selon les fréquences recommandées	11%	62,50%	60%	90%
Proportion (%) des apprenants participant aux travaux pratiques prévus dans le programme	22%	60,80%	40%	70%
<b>Sous-résultat 2.3 :</b> Les directions des établissements ciblés assurent une gestion saine et transparente avec les organes de cogestion				
% de membres des comités de gestion formés à la gestion scolaire	0%	17%	15%	100%
Nombre d'établissements ciblés ayant une gestion saine et transparente	0	NA	NA	20



## 2.4.2 Etat d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités <sup>15</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
<b>Sous-résultat 1</b> : Les établissements favorisent l'accès et la rétention d'un plus grand nombre d'apprenants avec une attention spécifique pour les filles				
Promotion de la formation des filles (identification des nouvelles filières)		X		
Appui aux journées portes ouvertes (annuel)		X		
Campagne des élèves Ambassadeurs ETFP auprès des élèves de 1ère et 2ème secondaires pour l'orientation des élèves à s'inscrire dans les filières porteuses			X	
Appui à la réhabilitation et l'équipement des établissements ciblés.		X		
Géolocalisation des ETFP de la MONGALA			X	
<b>Sous-résultat 2</b> : Les établissements ciblés offrent un cadre d'apprentissage et une formation de qualité (théorique et pratique) orientée vers le marché de l'emploi et l'auto emploi				
Formation des chefs d'établissements ciblés sur l'élaboration des projets d'établissement		X		
Appui à l'élaboration du projet d'établissements ciblés (plan stratégique de développement)		X		
Appui à la mise en œuvre des projets d'établissements des établissements ciblés.		X		
<b>Sous-résultat 3</b> : Les directions des établissements ciblés assurent une gestion saine et transparente avec les organes de cogestion				
Identification et appui à la création des comités scolaires (Conseil de gestion, parents, élèves)		X		

## 2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Toutes les actions du projet au niveau des établissements sont identifiées et reprises dans le projet d'établissement. L'année 2016 était consacrée à la formation des chefs d'établissements et de l'ensemble de la communauté éducative à cette nouvelle approche participative du diagnostic et d'identification des priorités du développement des établissements ciblés. L'UCAG EPSP au niveau central a assuré cette formation. L'équipe projet et les Inspecteurs techniques ont accompagné les parties prenantes à cet exercice laborieux de l'élaboration de ces projets d'établissements. La mise en œuvre est programmatique selon qu'il s'agit de réhabilitation et/ou d'appui en équipements. La stratégie mise en place par les ingénieurs infrastructures a permis de préparer les dossiers et de lancer les marchés qui seront effectifs en 2017. Les marchés d'équipements et des manuels/curricula des filières coupe-couture et agronomie sont lancés ; les livraisons sont prévues en Q1 2017. Pour les autres filières, un travail est en cours pour définir les spécifications techniques afin de lancer les marchés. On commence à réhabiliter/construire et équiper les 10 établissements du premier cercle comme prévu dans le DTF en 2017.

Le résultat de l'étude socio-économique et l'évolution du contexte politiques dans les 2 provinces (présence du Gouvernement provincial et des cabinets des Ministres Provinciaux),

<sup>15</sup>

- A : Les activités sont en avance
- B : Les activités sont dans les délais
- C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
- D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.



ont motivé le projet à appuyer l'ouverture de la filière secrétariat- administration, (avec emphase sur la branche informatique) dans 2 établissements, l'un à GEMENA (C.S.Théophile VERBIST) et l'autre à LISALA (Lycée MONZOTO MWA NTONGO). Ces filières fonctionnent dans ces 2 établissements avec un nombre important d'élèves et un bon pourcentage de filles (54 élèves avec 22 de filles soit 41%). Au niveau central, le projet a appuyé, avec l'appui des services spécialisés de l'enseignement (SERNAFOR, DIPROMAD) la mise à jour du curriculum de cette filière. Les marchés d'équipements informatiques (pour la formation formelle et informelle au niveau de l'établissement) sont attribués et la livraison prévue au mois de janvier 2017.

Pour ce qui concerne le suivi des indicateurs, le pourcentage des inscriptions dans les établissements ciblés qui est actuellement à 13% par rapport à la cible annuelle de 10% peut se justifier par la bonne presse qu'ont les établissements par rapport aux autres et qui attirent un grand nombre d'élèves. On pense que cet indicateur va continuer à grimper avec l'ouverture des nouvelles filières appuyées par le projet et le début des constructions/ réhabilitations équipements des établissements ciblés.

Actuellement à 87.2%, le taux de rétention va connaître une augmentation avec l'engouement que suscite déjà l'appui du projet dans les établissements ciblés. Ainsi on espère atteindre la cible prévue à la fin du projet.

On note un développement des AGR dans les établissements du premier cercle et dans les établissements qui développent les filières agricoles. Avec l'appui du projet en équipements, matériel pédagogique, ces AGR vont davantage se développer.

Pour améliorer le pourcentage des établissements donnant une formation de qualité, le projet a lancé le processus d'achat des curricula et manuels pour toutes les filières appuyées dans les établissements ciblés ; on est en train d'insister sur la pertinence des stages et travaux pratiques à travers les missions des inspecteurs dans le cadre de la CdS avec les PROVED mais aussi la formation et l'évaluation des enseignants. Les établissements du premier cercle vont bénéficier des ateliers construits et équipés. Dans le cadre de la CdS, les inspecteurs seront chargés d'appuyer la formation, la structuration et le fonctionnement des unités pédagogiques (UP) selon les instructions officielles. On pense améliorer cet indicateur en faisant le suivi de la CdS. Des efforts considérables sont fournis par les écoles techniques agricoles pour les TP et les stages mais faute de structure pouvant accueillir les apprenants de ces filières, les stages ne se font pas normalement. Ainsi le projet va appuyer les établissements à faire des partenariats avec le secteur privé pour accueillir les apprenants.

De 0% au début et actuellement à 17%, le pourcentage des membres des comités de gestion formés à la gestion scolaire a évolué grâce à l'organisation de deux formations facilitées par les inspecteurs envoyés par le projet à MBUJI MAYI sur la gestion financière et la gestion administrative des ETEFP. Ces formations ont été suivies par certains membres du COGES des établissements du premier cercle. Avec la mise en œuvre depuis le mois de Novembre des CdS signées avec les 2 PROVED, les inspecteurs vont former tous les membres des COGES des établissements ciblés et la cible pour cet indicateur sera atteinte.

En ce qui concerne le pourcentage des établissements ciblés ayant une gestion saine et transparente, Cet indicateur est non collecté jusqu'à présent faute de critères retenus de manière consensuelle par tous. Une réunion est prévue en Q1 2017 avec tous les inspecteurs pour définir les éléments qui pourront servir de base pour bien calculer cet indicateur qui mesure la bonne gouvernance au niveau des établissements ciblés. Le projet

prévoit aussi en 2017, la formation des membres des organes de Cogestion par le pool de formateur (3 par province) ayant bénéficié de modules en éducation financière (PNEF) en partenariat avec la GIZ et le FPM.

## 2.5 Performance de l'output 3

### 2.5.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 3 :</b>				
Le secteur privé et le monde associatif jouent un rôle prépondérant quant à la pertinence de l'offre ETPF répondant aux besoins d'emploi et d'auto-emploi dans la zone ciblée.				
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur Baseline</b>	<b>Valeur Année 2016</b>	<b>Cible Année 2016</b>	<b>Cible finale</b>
<b>Sous-résultat 3.1 :</b> Le secteur privé et le monde associatif, formel et non-formel, orientent le choix des filières porteuses.				
Nombre de filières porteuses proposées par le secteur privé et le monde associatif incluses dans la Stratégie Provinciale ETPF	0	1	2	7
<b>Sous-résultat 3.2 :</b> Le secteur privé et le monde associatif accueillent et accompagnent les apprenants des établissements ciblés pour les formations et les stages.				
% d'apprenants accueillis pour la formation et les stages par le secteur privé et le monde associatif	ND	48,10%	50%	90%
% de visites guidées effectuées par les apprenants dans le secteur privé et le monde associatif	53,1%	66%	60%	70%
Nombre de formations organisées par les experts du secteur privé / ONG	0	ND	ND	ND
<b>Sous-résultat 3.3 :</b> Le secteur privé et le monde associatif soutiennent les lauréats des établissements ciblés vers l'emploi et l'auto-emploi				
% de Lauréats appuyés (secteur privé/association/ONG/Auto-emploi).	1,7%	5,00%	5,00%	10%
Nombre d'Associations des lauréats appuyés par le secteur privé et le monde associatif au sein desquels ils ont fait le stage.	0	0	0	10

### 2.5.2 État d'avancement des principales activités

<b>État d'avancement des principales activités</b> <sup>16</sup>	<b>État d'avancement :</b>			
	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
<b>Sous activité 1 :</b> Le secteur privé et le monde associatif, formel et non-formel, orientent le choix des filières porteuses				

<sup>16</sup>

- A : Les activités sont en avance
- B : Les activités sont dans les délais
- C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
- D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Etude socioéconomique identifiant les filières porteuses pour l'adéquation formation-emploi		X		
Identification par le projet des filières porteuses sur base des résultats des études précitées et préparation des CdS		X		
<b>Sous activité 2</b> : Le secteur privé et le monde associatif accueillent et accompagnent les apprenants des établissements ciblés pour les formations et le stage				
Identification des organisations d'insertion socio professionnelle (ISP) avec une attention pour les filles		X		
Identification des besoins en formation des ISP avec une attention pour les filles			X	
Renforcement (coaching) des organisations ISP (hors établissements ETFP) avec une attention pour les filles			X	
Appui à la facilitation de la collaboration entre les établissements ciblés et les entreprises (organisation des visites guidées par les établissements ciblés dans le secteur privé et le monde associatif, ...)			X	
Plaidoyer et sensibilisation des acteurs du secteur privé et du monde associatif pour l'accueil et l'accompagnement des apprenants dans leurs structures respectives		X		
Planification conjointe (établissements ciblés et secteur privé/monde associatif) des Stages dans les entreprises et associations privées et/ou publiques			X	
Organisation des Stages dans les entreprises et associations privées et/ou publiques		X		
Planification conjointe (Projet EDU-MOSU et secteur informel) des formations à courte durée au bénéfice des groupes spécifiques ciblés		X		
Appui à l'organisation des formations à courte durée au bénéfice des groupes spécifiques ciblés			X	
Mise à niveau technique des formateurs des apprenants des métiers			X	
<b>Sous activité 3</b> : Le secteur privé et le monde associatif soutiennent les lauréats des établissements ciblés vers l'emploi et l'auto emploi				
Action-recherche sur le marché de l'emploi/auto-emploi		X		

### 2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Une étude d'analyse de développement socio-économique (filières-emploi) dans la province du SUD-UBANGI a été commanditée en 2015 par le projet en vue de l'orienter dans l'adéquation formation-emploi. Cette étude a dégagé des problématiques d'emploi ou d'auto-emploi des lauréats/sortants, des recommandations adressées aux différentes parties prenantes ont été faites pour remédier à cette situation. Un certain nombre des filières porteuses identifiées par le secteur privé formel et non formel est capitalisé par le projet en vue de favoriser l'emploi et/ou l'auto-emploi des apprenants. Une liste restreinte de 7 filières a été maintenue par le projet dont, (1) Transformation des produits agricoles, (2) briqueterie, (3) Forgeron (4) Hôtellerie et restauration, (5) Agroforesterie, (6) Cordonnerie, (7) Vannerie.

Une fois la stratégie provinciale de l'ETFP élaborée, ces filières proposées devront être approuvées par les comités provinciaux ETFP. A ce niveau, une convention de subsides a déjà été signée avec l'association des forgerons du secteur informel pour le développement de la filière forge, et l'encadrement et la formation des apprenants dans ce domaine. Deux autres conventions sont en élaboration, dont une avec l'asbl CAFPIK pour la filière transformation des produits agricoles et une autre avec l'association des briquetiers de Lisala et de Gemena.

Les données de base étant non disponibles, on enregistre 48% à la fin de l'année 2016. Ceci s'explique d'une part par la fermeture/faillite des entreprises du milieu mais aussi la distance trop éloignée séparant les écoles et les dites entreprises, le manque de cadre approprié pour l'hébergement et la prise en charge des élèves stagiaires, mais aussi d'autre part, le secteur privé qui pose beaucoup de conditions afin d'accueillir les stagiaires dont notamment l'achat du matériel/kits/outillage de stage (pour les filières coupe et couture, électronique, mécanique et électricité), prime de motivation aux maîtres de stages, etc., d'autres filières ne disposent pas d'endroit approprié pour le stage.

Nous avons aussi constaté que, suite aux difficultés susmentionnées, la plupart d'élèves/apprenants effectuent leur stage et travaux pratiques directement dans leurs propres établissements (ateliers, AGR, jardins, garages scolaires, etc.). A la fin du projet EDUMOSU au moins 90% des élèves/apprenants devront effectuer au moins un stage professionnel dans le secteur privé/monde associatif. Ceci a pour but de familiariser l'élève/apprenant avec le monde professionnel et d'être encadré afin de faciliter son intégration dans le monde du travail. Des plaidoyers devront être faits par les autorités scolaires, avec l'appui du projet, afin que les apprenants/élèves des établissements ciblés bénéficient des stages/travaux pratiques et des formations dans les secteurs privé/public.

Des conventions de partenariat sont envisagées, et seront signées entre l'école et le secteur privé afin de faciliter l'encadrement des élèves/apprenants lors des visites guidées, des stages et travaux pratiques. Les différentes conventions de subsides mises en œuvre et/ou en élaboration par le projet EDUMOSU insistent sur l'encadrement des élèves dans les stages, les travaux pratiques et les visites guidées. Les autorités scolaires (Division de l'EPS-INC), sont motivées pour assurer le suivi et l'évaluation de la qualité et du respect de la planification des activités scolaires afin d'assurer une formation de qualité.

Le programme scolaire prévoit au moins une visite guidée par trimestre et par établissement dans les entreprises et les secteurs public/privé. Seulement 66% des visites planifiées ont été organisées, soit une amélioration de plus ou moins 14% par rapport à l'année de base.

Aucune formation de courte durée n'a déjà été organisée au profit des apprenants/élèves. Toutefois, les conventions de subsides qui sont en élaboration/mises en œuvre avec les acteurs du secteur privé (Forgerons, CAFPIK, Briquetiers, etc.) prévoient des encadrements et la formations d'apprentis dans différentes filières porteuses. Il s'agit, à travers ces subsides, d'explorer la piste d'organisation de formations qualifiantes de courte durée, éventuellement en alternance, au sein de certaines professions et par les professionnels (apprentissage). Les actions mises en œuvre par EDUMOSU au niveau de la filière forge ont permis en 2016 de structurer de manière plus formelle l'Association des forgerons de Gemena et de préparer la formation dans un premier temps de quatre formateurs et ensuite de 16 stagiaires. Des équipements modernes et de qualité ont été commandés et un formateur de formateurs identifiés. Des innovations techniques ont par ailleurs déjà été apportées directement par le projet (foyer de forge amélioré, outils d'enclume) et de nouveaux outils pédagogiques (tutoriels informatiques) ont commencé à être testés.

Un atelier de réflexion et d'échanges a été organisé par le projet et a réuni entre autres les autorités scolaires, les responsables du secteur privé/monde associatif, les parents, les membres des COGES et les lauréats des écoles ciblées, dans le but de réfléchir ensemble sur la problématique de l'insertion socioprofessionnelle des lauréats/sortants. Des recommandations ont été formulées dont l'organisation, en faveur des lauréats, d'un stage professionnel dans les entreprises du secteur privé/monde associatif avant tout appui

éventuel. Les responsables du secteur privé/monde associatif se sont montrés disponibles à accueillir les lauréats, mais moyennant une motivation. Certains lauréats, dont plus ou moins 5% de l'ensemble, ont pu trouver et/ou créer un emploi dans le secteur public/privé/monde associatif. Ceux-ci ont joué sur leurs propres connaissances afin de trouver de l'emploi. Jusqu'à la fin de l'exécution du projet, celui-ci se fixe comme objectif que le monde associatif arrive à engager au moins 10% de l'ensemble des lauréats des établissements ciblés.

Le secteur privé/monde associatif doit, jusqu'à la fin de la mise en œuvre du projet, mettre en place et appuyer au moins 10 associations des lauréats et ce à partir de l'année 2.



**Figure 2:** fabrication d'un foyer de forge par les membres de l'Association des forgerons de Gemena

## 2.6 Thèmes transversaux

### 2.6.1 Genre

La problématique liée à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes est très ressentie en RDC. Les rapports sociaux inégaux entre les sexes se manifestent aussi bien dans la famille, le système de parenté, les croyances traditionnelles, la perception et l'image négative de la femme, le devoir de soumission imposé à la femme, l'association des femmes avec les groupes vulnérables. Les provinces d'intervention du projet sont marquées par ces inégalités de genre qui se manifestent dans tous les secteurs de la vie socio-économique et particulièrement dans le secteur Education. Les principaux problèmes liés au genre dans le sous-secteur de l'ETFP, se présentent comme suit :

- La représentation des femmes au sein du secteur très faible
- Les grossesses précoces et les mariages précoces entraînant la déperdition scolaire
- La conception que les filles sont destinées uniquement au mariage
- Certaines filières notamment techniques et scientifiques sont réservées uniquement aux garçons
- La répartition inégale des tâches entre filles et garçons

- Taux élevé d'absentéisme des filles pour plusieurs causes notamment l'effet des menstruations
- Le harcèlement sexuel sur les élèves par les garçons et/ou les enseignants
- Les préjugés sexistes
- La faible considération de la scolarisation des filles par rapport aux garçons liée parfois au coût élevé des frais techniques
- L'ignorance et la sous-information des parents
- L'échelle des valeurs des parents

Parmi les principales raisons évoquées, les coutumes constituent à côté de la pauvreté des parents, une des inégalités entre les filles et les garçons pour accéder à l'ETFP. Le projet a adopté une stratégie basée sur l'égalité des droits entre filles et garçons d'accéder à l'ETFP et de garantir ainsi à chacun et à chacune la dignité de sa vie.

Concrètement cette année, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication le projet a appuyé les autorités provinciales en ETFP à réaliser certaines actions de sensibilisation à l'inscription et à la rétention des filles dans les ETFP à travers les ateliers de sensibilisation des parties prenantes et la communauté éducationnelle des établissements ciblés ; les émissions à la radio ; les calicots et affiches. Avec l'appui du Responsable de la communication de la représentation de la CTB, le projet a réalisé quelques films qui promeuvent l'inscription des filles aux ETFP. Le projet a signé une convention de subsides avec l'asbl CAFPIK (secteur privé et monde associatif) qui prévoit les activités de structuration et de l'insertion socioprofessionnelle des « filles-mères » à travers la transformation et la commercialisation des fruits.

La stratégie « genre » du projet avait identifié quelques objectifs de changement pouvant faciliter la prise en charge du genre dans ses actions avec les différents acteurs de l'ETFP. Il s'agit :

- **Pour les autorités provinciales en ETFP :**
  - Renforcer les capacités des autorités de l'ETFP, Ministère du genre, Famille et Enfant par la formation à la dimension genre dans les ETFP ;
  - Assurer le suivi de la mise en œuvre des normes en matière de « genre » dans les ETFP ;
  - Prendre des mesures de réduction des frais techniques pour les filles ;
  - Intégrer dans les ETFP, l'alphabétisation fonctionnelle pour les jeunes, en particulier pour les filles analphabètes dans les centres de formation professionnelle.
- **Au niveau des établissements ciblés**
  - Renforcer les capacités du personnel enseignant et les COPA sur la pédagogie intégrant le « genre », la sensibilisation sur les préjugés sexistes et le harcèlement sexuel
  - Sensibiliser les parents à l'inscription des filles à l'ETFP
  - Doter les lauréats de Kits de sortie comme encouragement
  - Créer dans les écoles de nouvelles filières de formation technique et professionnelle plus porteuses pour les filles et en adéquation avec le marché local

- **Secteur de l'emploi en faveur des lauréats stagiaires pour une insertion socioprofessionnelle réussie**
  - Renforcer les capacités des entrepreneurs du mouvement associatif et secteur privé sur le concept genre et accompagnement des lauréats pour les stages et l'insertion professionnelle
  - Accompagner la structuration des lauréats

### 2.6.2 Environnement

Le projet met un accent particulier sur la protection de l'environnement. Les élèves sont mobilisés au niveau des établissements ciblés à la plantation des haies vives qui sécurisent l'établissement et contribuent à la réduction de l'impact de la déforestation dans la région.

Des synergies sont en cours avec un projet de la CARITAS Belgique qui intervient dans la Province de MONGALA. Ce projet qui est dans sa phase de démarrage comprend deux volets :

- La veille humanitaire
- La réduction des risques de catastrophes : élaboration de plan communautaire de préparation et de mitigation des risques, des catastrophes ;

Pour son deuxième volet, le projet compte appuyer les établissements d'enseignement technique agricole (ITA) à la production de vétiver et de faciliter ainsi la collaboration avec les partenaires/bénéficiaires du projet de la CARITAS Mongala. Cette approche permettra d'une part, l'initiation des apprenants aux techniques de lutte antiérosive et d'autre part elle pourra constituer une unité de production de l'établissement.

### 2.6.3 VIH/SIDA

Le projet au cours de l'année 2016, du démarrage effectif des activités, n'a pas encore d'activités en rapport avec ce thème transversal. Mais les activités pourront débuter en l'année 2017, avec l'arrivée de la responsable du projet CTB de « lutte contre les Violences sexuelles » qui sera basée à Gemena ;



## 2.7 Gestion des risques

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statuts
Difficulté de trouver et de pouvoir recruter du personnel d'encadrement qualifié sur place, dépendance du personnel qualifié ayant son domicile à Kinshasa ou dans une autre province. Avec Risque de démission ou découragement du personnel recruté	formulation DTF	En cours OPS	High	Low	Medium Risk	Recrutement en dehors du site, priorité donnée au profil de compétences et aux critères rigoureux de sélection : Prévoir des mesures pour prendre en compte la pénibilité des conditions de vie	EPSP/CTB	Q3-2016	Personnel recruté ; Echanges avec la Représentation sur des mesures à prendre en compte pour permettre au personnel vivant loin de leur famille, de vivre dans des conditions décentes.	En cours
Pénibilité affectant directement la disponibilité du personnel. Risque des maladies et d'accidents	Q3-2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Révision ROI	RH CTB	Q3-2016	Vulgarisation du ROI par le Responsable RH au projet	Terminé
						Elaboration du manuel de sécurité	RH CTB	Q3-2016		Terminé
						Acquisition de la base Codan et négociation avec l'Ambassade de Belgique et l'ANR pour disposer et utiliser les fréquences radio	RR CTB	Q4-2016	Base Codan récupérée sur matériels du programme PAIK clôturé, reste son installation	En cours
Impraticabilité des routes Gemena - Bwamanda, Gemena - Lisala, Gemena - Bujala, Lisala-Bumba durant la forte saison	Q4-2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Réhabilitation des pistes par le gouvernement (Projet PROROUTE exécuté par une entreprise Chinoise)	Gouvernement		Travaux ont démarré depuis plus de 6 mois	En cours

des pluies						Circonscrire de manière plus efficace la zone d'intervention sans tomber dans l'exclusion	UGP/SMCL	Q3-2016	Flexibilité du projet dans son appui aux établissements ciblés (1e, 2e et 3e Cercle)	En cours
Difficulté de trouver dans les établissements ciblés le personnel enseignant qualifié, mécanisé, payé	Q4	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Plaidoyer par SECOPE pour le paiement des enseignants mécanisés et l'affectation des enseignants qualifiés dans les Etablissements ciblés	MEPSP	Q4-2016	Finalisation des Conventions de subsides (CdS) avec les PROVED, SECOPE, Inspection, de la MONGALA et du SUD UBANGI	En cours
Relative inexistence du secteur privé formel dans les 2 nouvelles provinces	Q4-2015	DEV	High	Medium	High Risk	Développer le partenariat avec secteur informel	UGP	Q4-2016	Mise en œuvre de la CdS avec la congrégation des pères SCHEUT pour l'appui aux forgerons et aux mamans de l'Equateur	En cours
									Préparation de la CdS avec l'asbl CAFPIK pour l'appui à la transformation et commercialisation des produits agricoles	En cours
						Encourager une approche multi-acteurs (Gouvernement, Secteur privé non formel, ONG, ...)	UGP	Q4-2016	Mise en place des Comités Provinciaux ETFP lancement du marché sur l'élaboration de la stratégie ETFP	En cours

Faible couverture bancaire	Q2-2016	FIN	Medium	Medium	Medium Risk	Paiement par banque pour le SUD UBANGI et via messagerie financière à MONGALA	UGP			Contrat signé avec SOFICOM	Terminé
Contexte socio-politique national incertain (dialogue, calendrier électoral, ...)	Q3-2016	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Suivi sécuritaire rapproché	RR CTB	Q3-2016		Mise en application des recommandations sécuritaires	En cours
Difficulté de trouver les entreprises locales fiables avec une main d'œuvre qualifiée	Q3-2016	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Elaboration des cahiers de charge bien détaillés, publication des MP de construction au niveau national	CMP	Q4-2016		Lancement de manifestation d'intérêt pour l'identification des entreprises locales	En cours
						Renforcement des capacités des entreprises locales (conducteur des travaux) et un suivi rapproché de la part du projet	UGP	Q4-2016			En cours
						Préparation des CdS pour le renforcement des capacités des associations des briquetiers (MONGALA et SUD UBANGI)	UGP	Q4-2016		Identification des associations des briquetiers à LISALA et à GEMENA	Nouveau

## 3 Pilotage et apprentissage

### 3.1 Réorientations stratégiques

Le projet et ses partenaires ont analysé et apprécié la logique d'intervention du projet et apporté quelques modifications. Les axes sont devenus des résultats, déclinés en sous-résultats. Ces résultats ont les suivants :

**Résultat 1** : Les autorités provinciales en matière de l'enseignement et de l'ETFP en particulier assurent mieux leur rôle régalien vis-à-vis des autres acteurs dans le secteur

Le rôle régalien des autorités provinciales est assez vaste. Le projet et ses partenaires ont précisé le rôle des autorités provinciales tutelles en trois sous-résultats :

- Les divisions provinciales de tutelle développent une stratégie ETFP-Emploi avec les autres acteurs du secteur et assurent sa mise en œuvre
- Les divisions provinciales de tutelle assurent l'affectation des enseignants et formateurs qualifiés dans les établissements ciblés
- Les autorités provinciales de tutelle assurent un système de contrôle et suivi efficace en vue d'une formation de qualité, pertinente et transparente

**Résultat 2** : Les directions des établissements ciblés gèrent leurs établissements pour offrir une formation de qualité pertinente pour un plus grand nombre d'apprenants en mettant l'accent sur les filles. Le projet a modifié les trois résultats de cet axe (R2, R3, R4) pour une meilleure liaison avec les trois rôles des établissements :

- Les établissements ciblés offrent un cadre d'apprentissage et une formation de qualité (théorique et pratique) orientée vers la marche de l'emploi et l'auto-emploi :
  - Ce sous résultat comprend les équipements et réhabilitations comme élément de qualité (ancien résultat 4)
  - La performance des enseignants (l'ancien résultat 3) fait également partie de l'aspect de qualité et est incluse dans ce sous résultat 2.3.
- Les établissements favorisent l'accès et la rétention d'un plus grand nombre d'apprenants avec une attention spécifique pour les filles :
  - Ce sous résultat est l'ancien Résultat 2 et met l'accent sur l'accès et la rétention, avec une emphase sur les filles.
- Les directions des établissements ciblés assurent une gestion saine et transparente avec les organes de cogestion :
  - L'implication des associations des parents (R5) est fusionnée à ce résultat

**Résultat 3** : Le secteur privé et le monde associatif jouent un rôle prépondérant quant à la pertinence de l'offre ETFP répondants aux besoins d'emploi et d'auto-emploi dans la zone ciblée.

- Le secteur privé et le monde associatif, formel et non-formel, orientent le choix des filières porteuses.
- Le secteur privé et le monde associatif accueillent et accompagnent les apprenants des établissements ciblés pour les formations et les stages.
- Le secteur privé et le monde associatif soutiennent les lauréats des établissements ciblés vers l'emploi et l'auto-emploi

Pour une mise en œuvre efficace des activités du projet avec l'approche «faire avec» un

réaménagement de l'équipe opérationnelle du projet pourra être envisagé en 2017 avec l'ajout de 2 unités : 1 cadre, pour le suivi des conventions de subsides, 1 Ingénieur pour booster le volet infrastructures. Ce changement sera présenté en SMCL du mois de février 2017.

### 3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Lancer le recrutement du personnel (1 suivi CDS, 1 ingénieur ou des DPO)	Contrôleur de gestion	Mars 2017
Développer la synergie avec le programme santé et violences sexuelles	ATI Coresponsable	Février 2017
Préparer l'appui aux filières agricoles et encourager l'inscription des filles	Projet/RR	Mars 2017
Organiser la SMCL en Q1 après la MTR	Projet/RR	Mars 2017
Organiser les réunions trimestrielles du comité provincial ETFP	Coresponsable national	Février 2017
Finaliser la CdS Briquetiers	ATI Infra, Coordi. Lisala	Mars 2017
Soutenir des formations techniques de courte durée	ATI Coresponsable	Continu
Accorder une priorité à l'encadrement technique et pédagogique des enseignants	Projet	Continu

### 3.3 Enseignements tirés

Au cours de cette année de démarrage du projet, nous avons tiré les leçons ci-après que la CTB et les partenaires peuvent garder dans la mémoire institutionnelle :

Enseignements tirés	Public cible
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Principe de la coresponsabilité permet la complémentarité et la transparence dans la gestion. Ce qui entraîne un suivi efficace dans la mise en œuvre</li> <li>▪ Le fait d'associer les partenaires dans la mise en œuvre permet d'assurer l'appropriation et prépare à la pérennisation des acquis dans le projet</li> </ul>	CTB Parties prenantes de l'éducation
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Appui de l'UCAG/EPSP : a donné un soutien aux activités, a permis le déblocage de certaines situations, une synergie entre les actions du terrain et le niveau central. Par ex. EDUMOSU est parvenu à mettre à jour le curriculum national secrétariat administration et le faire valider grâce à l'ancrage du projet et la collaboration avec le niveau central. Important de penser au recyclage des enseignants et l'initiation aux nouvelles technologies d'informatiques et de communication pour l'éducation (téléchargement de cours à distance)</li> </ul>	Ministère niveau central (SERNAFOR, DIPROMAD, Instituts supérieurs d'informatique)
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Au niveau des RH, le retard dans le recrutement des ingénieurs a impacté négativement sur le volet accès de l'éducation et l'engagement pris par rapport aux réhabilitations des écoles du premier cercle et la mise en œuvre des chantiers-écoles.</li> </ul>	RH Bxl
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le choix de la Belgique de mettre son focus dans les Etats fragiles, provinces enclavées, milite pour rédiger un DTF plus souple pour permettre une plus grande flexibilité qui s'adapte au contexte très changeant.</li> </ul>	Siège CTB
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pour une bonne prise en compte de l'appréciation des résultats par les bénéficiaires, une formation du staff sur l'approche « most significant change » est nécessaire</li> </ul>	RR et Est CTB BXL
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les changements politiques et institutionnels au niveau de l'éducation n'ont pas facilité le partenariat avec les Autorités.</li> </ul>	Gouvernement RDC
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'étude socio-économique réalisée nous a permis de nous adapter au contexte et de repérer des opportunités en vue d'une meilleure adéquation formation-emploi, notamment débouchant sur le partenariat avec le secteur informel (Forgerons, CAFPIK, briquetiers).</li> </ul>	Projet EDU-MOSU

<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La coordination entre les programmes éducation permettant des échanges réguliers, le partage d'expériences, de bonnes pratiques, des résultats est capital. Cette coordination permet également un gain en temps et en qualité. ; Ainsi le projet EDU-MOSU peut bénéficier des résultats des consultances faites par d'autres programmes éducation de la CTB sur l'équipement des filières, l'élaboration des TDR pour certains marchés publics et EDUMOSU a partagé également quelques techniques innovantes comme celle des tutoriels. Le partenariat avec VVOB sur la mise à disposition des curricula des filières agricoles et l'approche par compétences est à encourager</li> </ul>	<p style="text-align: center;">Expert sectoriel éducation et équipe UCAG/EPS-Inc</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le soutien de la RR (visites de terrain, appui-conseil, <b>gestion de la sécurité</b>) est d'un grand soutien et permet au projet d'être en adéquation avec l'approche CTB dans les états fragiles (D4D, communication pour le développement, gouvernance).</li> </ul>	<p style="text-align: center;">RR CTB (Représentant &amp; Partenaires</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'aspect lié au renforcement des capacités du personnel est à encourager (Formation en MP par la cellule MP, Visite d'expériences au Rwanda, formations avec la GIZ sur la formation financière, communication pour le développement,...</li> </ul>	<p style="text-align: center;">RH</p>



## 4 Annexes

### 4.1 Critères de qualité

**1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

<b>Évaluation de la PERTINENCE : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
	A			

**1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?**

<b>X</b>	<b>A</b>	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
	<b>B</b>	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
	<b>C</b>	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
	<b>D</b>	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.

**1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?**

	<b>A</b>	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
<b>X</b>	<b>B</b>	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
	<b>C</b>	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
	<b>D</b>	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.

**2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

<b>2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
<b>Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
		<b>B</b>		
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>				
	<b>A</b>	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
<b>X</b>	<b>B</b>	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	<b>C</b>	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	<b>D</b>	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>				
	<b>A</b>	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
<b>X</b>	<b>B</b>	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	<b>C</b>	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	<b>D</b>	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>				
	<b>A</b>	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
<b>X</b>	<b>B</b>	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
	<b>C</b>	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	<b>D</b>	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

**3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		B		

**3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?**

A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
X B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

**3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?**

A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
X B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

**4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
			C	

**4.1 Durabilité financière/économique ?**

<b>4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).</b>	
	<b>A</b> La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
	<b>B</b> La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
X	<b>C</b> Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	<b>D</b> La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
<b>4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?</b>	
	<b>A</b> Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
X	<b>B</b> La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	<b>C</b> L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b> L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
<b>4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?</b>	
	<b>A</b> L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
X	<b>B</b> L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	<b>C</b> La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b> Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
<b>4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?</b>	
	<b>A</b> L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).

**4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).**

<b>X</b>	<b>B</b>	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	<b>C</b>	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b>	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

## 4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

	Décision				Action			Suivi	
N°	Décision	Période d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Statuts
1	Accélérer le processus de recrutement de l'équipe d'exécution. Ce point est à porter au niveau des Ressources Humaines de la Représentation et de la CTB à Bruxelles.	févr-16	PV SMCL de démarrage	Membres de la SMCL	Recrutements effectués	UGP	Q2-2016	- ATI Expert infra-Log recruté, 13/05/2016 - 2 Chargés de suivi & évaluation, arrivée au projet le 17/03/2016 & Coordinateur d'antenne Recrutés, arrivée au projet le 24/03/2016 - Ingénieur infra-Log recruté, arrivée au projet le (28/04/2016) - Comptable vérificateur recruté, arrivée au projet le 12/05/2016 - Secrétaire-caissier recruté, arrivée au projet le 01/06/2016 -Le 4e chauffeur recruté - Agent d'entretien bureau Gemena recruté	CLOSED
2	la réorganisation du cadre logique en 3 résultats et sous-résultats a été validée moyennant la reformulation du sous-résultat 1.2. Il a aussi été demandé	févr-16	PV SMCL de démarrage	Membres de la SMCL	Mise en place du nouveau cadre logique	UGP	Q1-2016		CLOSED
					Révision budgétaire suivant le nouveau cadre logique	UGP	Q1/Q3-2016	- La validation de la révision budgétaire approuvée par les membres de la SMCL;	CLOSED
					Mise sur pied de 2 comités ETFP provinciaux	UGP		- la révision de la structure du FIT	CLOSED

	à la direction de projet de proposer à la prochaine SMCL une stratégie d'appui aux autorités provinciales							effectuée suivant le nouveau cadre logique - Configuration du FIT par le siège réalisée	
					Stratégie d'appui aux autorités provinciales fait partie intégrante des CdS PROVED (MONGALA et SUD UBANGI)	UGP	Q4-2016	Signature et démarrage des CdS PROVED	ONGOING
					Renforcement sur le gestion financière	UGP/ RR	Q4-2016	Initiative en cours avec le programme national d'éducation financière (PNEF) en partenariat avec la GIZ et le FPM pour la formation des formateurs en vue d'atteindre un changement substantiel en matière d'éducation financière pour toutes les parties prenantes (Ministère, ONG, ...) grâce à la formation des formateurs qui seront formés et dotés d'une large gamme d'outil	ONGOING
3	La SMCL adopte la proposition du Commissaire Spécial de la MONGALA de mettre à disposition de l'équipe du projet à Lisala un bâtiment de l'Etat. Le Commissaire Spécial fera dans un	févr-16	PV SMCL de démarrage	Membres de la SMCL	Mission de prospection des lieux pour installation du bureau de l'antenne EDU-MOSU effectuée en Février/mars 2016	UGP	Q1-2016	Dans l'attente d'une proposition concrète de bâtiment, l'UGP a pris l'option de louer une maison pour 1 an devant abriter le bureau de l'antenne EDU-MOSU. Le projet a prévu de réhabiliter la PROVED Lisala	ONGOING



	délai d'un mois, une proposition d'un bâtiment public pour abriter l'antenne du projet.				Lettre de la CTB adressée à Mme le Commissaire Spécial de la MONGALA	UGP	Q2-2016	Closed	
					Echanges avec le nouveau Gouverneur de province (05/2016)	UGP	Q3-2016		
4	Il a été demandé à l'équipe du projet de présenter lors de la prochaine SMCL des propositions concrètes de subsides avec des structures/associations de qualité en précisant les domaines d'intervention.	févr-16	PV SMCL de démarrage	Membres de la SMCL	Atelier d'identification des structures potentielles pouvant bénéficier des subsides organisé par PRECOB en synergie avec EDU-MOSU	UGP	Q1/Q2-2016	Ebauche des Conventions de subsides	ONGOING
					Convention de subsides avec la congrégation des pères SCHEUT(CICM) pour l'appui aux forgerons signée et démarrage effectif (21 sept 2016)	UGP	Q3-2016	Réflexion sur la Csub chantier-école avec Centre ELIKYA	
					Convention de subside avec les 2 PROVED (MONGALA & SUD-UBANGI) finalisé en cours de signature (démarrage prévu 1e novembre 2016)	UGP	Q4-2016		
					CdS avec l'asbl CAFPIK pour l'appui à la transformation et commercialisation des produits agricoles en cours d'élaboration	UGP	Q4-2016	Préparation d'une CdS avec les associations briquetiers de la MONGALA et du SUD UBANGI	

5	La SMCL a accepté que les défis logistiques actuels en termes d'accessibilité, de gestion des établissements amènent à restreindre le ciblage des établissements pour plus d'efficacité. La SMCL a toutefois insisté sur un appui en formations et en renforcement des capacités d'un plus grand nombre d'établissements permettant d'éviter l'exclusion.	févr-16	PV SMCL de démarrage	Membres de la SMCL	*Mise à jour de la géolocalisation des Etablissements ciblés dans le SUD-UBANGI *Mise à jour de la géolocalisation des Etablissements ciblés dans la MONGALA	UGP	Q1-2016	Carte géographique des Etablissements ciblés du SUD-UBANGI disponible	CLOSED
							Q4-2016		ONGOING
6	Le titre du projet est mis à jour, le sigle du projet « EDU-MOSU » est validé	févr-16	PV SMCL de démarrage	Membres de la SMCL	Le projet a informé ses partenaires sur le changement de la dénomination du projet	UGP	Q1-2016		CLOSED

7	La SMCL recommande l'exécution maximale du budget prévu en 2016 et voire même plus.	févr-16	PV SMCL de démarrage	Membres de la SMCL	Personnel pour la mise en œuvre du programme en place	UGP	Q2-2016	- Baseline terminé; - Etude socio-économique, adéquation filières porteuses emploi terminée; - Lancement MP: 2 GE de 20 KVA; Equipements & matériels informatiques pour la filière secrétariat informatique; Kits solaires pour bureaux & 7 établissements; Gardiennage bureaux - Planification des MP encours: Réhabilitation PROVED Lisala, salles Secrétariat-informatiques et Abri-machines (Gemena et Lisala),	ONGOING
8	La direction de projet présentera un tableau actualisé des engagements, de leurs responsables et de leur suivi à la prochaine réunion de SMCL	févr-16	PV SMCL de démarrage	Membres de la SMCL	Voir onglet "engagements"				
9	Il a été demandé à l'Unité de gestion du projet (UGP) de poursuivre les échanges avec les autorités provinciales.	févr-16	PV SMCL de démarrage	Membres de la SMCL	L'UGP prend soin de contacter régulièrement les autorités provinciales (Ministres Education, affaires sociales, genre et famille) pour échanger sur l'état d'avancement du projet	UGP		Contacts réguliers avec les autorités	ONGOING

### 4.3 Cadre logique mis à jour

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
<b>Objectif général :</b>			
Dans les Districts du Sud-Ubangi et de la Mongala, une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto emploi de la région, permet à un nombre croissant de jeunes, garçons et filles, de trouver ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation			
<b>Objectif spécifique :</b> Dans un cadre amélioré, institutionnel au niveau provincial et organisationnel au niveau des établissements ETFP, les apprenants des filières appuyées dans les provinces de la Mongala et du Sud-Ubangi, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi / auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, de l'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle	Taux de réussite des apprenants dans les filières porteuses des établissements ciblés	(1) Inspection principale provinciale de l'EPSP (Palmarès) (2) Bureau d'alphabétisation et d'apprentissage professionnel (Palmarès)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contexte socio-économique suffisamment porteur pour créer des opportunités d'insertion socioprofessionnelle.</li> <li>Conditions de communication, de transport, de sécurité, de gouvernances suffisantes pour apporter un appui.</li> </ul>
	Taux de participation des filles à l'ETFP (en dehors de la coupe et couture)	Annuaire statistique provincial, rapport de promotion scolaire	
	% des sortants accompagnés à l'insertion socioprofessionnelle et à l'auto-emploi	Rapport d'enquête sur les récits des succès des sortants; palmarès des évaluations	
<b>Résultat 1 :</b>			
Les autorités provinciales en ETFP assurent mieux leur rôle régalien vis-à-vis des établissements ciblés			
<b>Sous Résultat 1.1 :</b> Les divisions provinciales de tutelle développent une stratégie ETFP-Emploi avec les autres acteurs du secteur et assurent sa mise en œuvre	Document stratégique de l'ETFP validé, y compris un choix des filières porteuses, par le comité de concertation.	Rapport/PV des réunions des comités provinciaux ETFP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les autorités au niveau des provinces ont un mandat clairement défini. Ce mandat n'entre pas en concurrence avec le mandat d'autres autorités.</li> <li>Les enseignants qualifiés sont disponibles dans le milieu, et les fonds sont mobilisés par le service compétent pour leur</li> </ul>
	Degré de mise en œuvre de la stratégie provinciale de l'ETFP	(1) Les divisions provinciales de l'EPSP (2) Rapports provinciaux	
<b>Sous Résultat 1.2 :</b> Les divisions provinciales de tutelle assurent l'affectation des enseignants et formateurs qualifiés	% des enseignants avec des qualifications requises dans les filières porteuses des établissements	(1) Etablissements (mise en place et rapport des rentrées scolaires) (2) Rapports SECOP et Inspecteurs	

dans les établissements ciblés	ciblés	techniques	prise en charge <ul style="list-style-type: none"> <li>Des moyens sont mobilisés et mis à la disposition des autorités pour bien jouer leurs rôles régaliens</li> </ul>
<b>Sous Résultat 1.3</b> Les autorités provinciales de tutelle assurent un système de contrôle et suivi efficace en vue d'une formation de qualité, pertinente et transparente	% d'enseignants des branches techniques suivis par les inspecteurs	Rapport de visite des inspecteurs	
	Nombre moyen de visites organisées par inspecteur dans les établissements ciblés	Rapport de visite des inspecteurs	
	Niveau d'exécution des recommandations des inspecteurs	Etablissements, INSPOOL, bureaux gestionnaires.	
<b>Résultat 2 :</b> <b>Les directions d'un nombre restreint d'établissements ciblés gèrent leurs établissements pour offrir une formation de qualité pertinente pour un plus grand nombre d'apprenants en mettant l'accent sur les filles</b>			
<b>Sous Résultat 2.1 :</b> Les établissements favorisent l'accès et la rétention d'un plus grand nombre d'apprenants avec une attention spécifique pour les filles	Evolution des inscriptions dans les établissements ciblés (% de changement par rapport à l'année précédentes)	(1)Etablissement (Registre des inscriptions ou registre des recrutements) (2)Palmarès et rapports d'Ouverture des établissements ciblés	Les directions des établissements ciblés ont suffisamment de moyens financiers et humains pour améliorer leur gestion
	Taux de rétention (nbre inscrits début année - nbre abandons)	(1)Etablissement (Registre des inscriptions ou registre des recrutements) (2) Palmarès et rapports d'Ouverture des établissements ciblés	
<b>Sous Résultat 2.2 :</b> Les établissements ciblés offrent un cadre d'apprentissage et une formation de qualité (théorique et pratique) orientée vers le marché de l'emploi et l'auto-emploi	% d'établissements réhabilités/construits	Projet EDUMOSU/Rapports	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les conditions de sécurité dans la région permettent d'assurer la présence de l'équipement dans les ateliers pédagogiques et le non détérioration des infrastructures.</li> <li>Les enseignants ont un statut et l'âge leur permettant de prester</li> </ul>
	% d'établissements équipés (En fonction des bâtiments réhabilités/construits par le projet EDU-MOSU)	Projet EDUMOSU/Rapports	
	% des unités de production fonctionnelles	Etablissement/Rapport des visites	

	% des établissements ciblés donnant une formation de qualité (sur base des critères formulés par l'équipe du projet et les parties prenantes: curricula, (auto)recyclage, approche peda, stages, qualification des enseignants...)	(1)Projet EDUMOSU (2) Rapports d'enquête annuelle	les heures prévues. Les enseignants ont eu une formation initiale suffisante <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les autorités s'impliquent suffisamment et s'assurent du bon déroulement des activités scolaires</li> </ul>
	Pourcentage d'unités d'appui pédagogique fonctionnant dans des établissements ciblés et se réunissant selon les fréquences recommandées.	Etablissements/PV des réunions	
	Proportion (%) des apprenants participant aux travaux pratiques prévus dans le programme scolaire	Etablissements/Rapports des maîtres de stage	
<b>Sous Résultat 2.3 :</b> Les directions des établissements ciblés assurent une gestion saine et transparente avec les organes de cogestion	% de membres des comités de gestion formés à la gestion scolaire	Etablissements/Rapports et module de formation	Tous les organes de COGESTION sont actifs et suffisamment impliqués dans la gestion scolaire. Les parents ont les compétences suffisantes pour communiquer suffisamment.
	Nombre des établissements ciblés ayant une gestion saine et transparente	(1)Etablissements/ (2) PV des réunions (3) Rapports de gestion (4) Documents de gestion utilisés	
<b>Résultat 3 :</b> <b>Le secteur privé et le monde associatif jouent un rôle prépondérant quant à la pertinence de l'offre ETFP répondant aux besoins d'emploi et d'auto-emploi dans la zone ciblée</b>			
<b>Sous Résultat 1 :</b> Le secteur privé et le monde associatif, formel et non-formel, orientent le choix des filières porteuses	Nbre de filières porteuses proposées par le secteur privé et le monde associatif.	(1)Secteur privé et monde associatif/Répertoire ou liste des filières proposées et branches d'activités (2) Rapports d'études socioéconomiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Contexte socio-économique suffisamment porteur pour créer des collaborations entre acteurs concernés par l'insertion socioprofessionnelle des sortants.</li> </ul>
<b>Sous Résultat 2 :</b> Le secteur privé et le monde associatif accueillent et accompagnent les apprenants des établissements	% d'apprenants accueillis pour la formation et les stages par le secteur privé et le monde associatif	Etablissements et Entreprises/Rapports de stage	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le secteur privé et le monde associatif sont disponibles à accueillir et à encadrer les</li> </ul>

ciblés pour les formations et les stages	Pourcentage de visites guidées effectuées par les apprenants dans le secteur privé et le monde associatif (selon le programme scolaire)	Etablissements et Entreprises/ Rapports de stage	élèves/apprenants pour les stages, travaux pratiques et visites guidées, etc. <ul style="list-style-type: none"> <li>Le secteur privé/monde associatif accepte de soutenir les meilleurs lauréats et groupes des lauréats ayant passé leur stage professionnel</li> </ul>
	Nbre de formations organisées par les experts du secteur privé/ONG	Projet EDUMOSU/Rapports, modules de formation et listes des participants par groupe cible	
<b>Sous Résultat 3 :</b> Le secteur privé et le monde associatif soutiennent les lauréats des établissements ciblés vers l'emploi et l'auto-emploi	% de lauréats appuyés (secteur privé/association/ONG/Auto emploi)	(1)Etablissements, (2)Entreprises (3)Lauréats/Palmarès, (4)résultats des enquêtes	
	Nbre d'Associations des lauréats soutenus par le secteur privé et le monde associatif au sein desquels ils ont fait le stage	(1)Projet EDUMOSU (2) Associations des Lauréats/Rapports d'activités et rapport de suivi	



#### 4.4 Aperçu des MoRe Results

<b>Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?</b>	Réorganisation des résultats au cours du backstopping de novembre 2015
<b>Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?</b>	Non, mais les éléments du rapport sont disponibles et seront validés lors de la première SMCL de 2017.
<b>Planning de la MTR (enregistrement du rapport)</b>	Avril 2017
<b>Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)</b>	N/A
<b>Missions de backstopping</b>	RAS

## 4.5 Rapport « Budget versus Actuels (2015-12-31) »

## Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1217511

Project Title : **Programme d'appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle (ETFP) dans les districts de la Mongala et du Sud Ubangi en Equateur (EDU-EQUA)**

Budget Version : **C3**  
 Currency : **EUR**  
 YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2016

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	2013	2014	2015	Expenses	Total	Balance	% Exec
<b>A "OBJECTIF SPÉCIFIQUE :</b>			6.046.500,00				18.085,05	500.213,05	518.298,10	5.528.201,90	9%
<b>01 Résultat 1: Les autorités provinciales en</b>			643.900,00				16.240,88	163.074,90	179.315,78	464.584,22	28%
01 Les divisions provinciales de tutelle		REGIE	175.500,00				16.240,88	34.623,27	50.864,15	124.635,85	29%
02 Les divisions provinciales de tutelle avec les		REGIE	222.400,00					23.598,60	23.598,60	198.801,40	11%
03 Les autorités provinciales de tutelle assurent		REGIE	246.000,00					104.853,03	104.853,03	141.146,97	43%
<b>02 Résultat 2 : Les directions des</b>			4.078.000,00				1.375,59	270.439,48	271.815,07	3.806.184,93	7%
01 Les établissements favorisent l'accès et la		REGIE	2.370.000,00					217.539,99	217.539,99	2.152.460,01	9%
02 Les établissements ciblés offrent un cadre		REGIE	540.000,00				1.154,90	3.728,41	4.883,31	535.116,69	1%
03 Les directions des établissements ciblés		REGIE	1.168.000,00				220,69	49.171,08	49.391,77	1.118.608,23	4%
<b>03 Résultat 3 : Le secteur privé et le monde</b>			1.324.600,00					65.483,36	65.483,36	1.259.116,64	5%
01 Amélioration des formations des apprenants		REGIE	159.600,00					42.166,03	42.166,03	117.433,97	26%
02 Le secteur privé et le monde associatif		REGIE	640.000,00					20.300,54	20.300,54	619.699,46	3%
03 Le secteur privé et le monde associatif		REGIE	525.000,00					3.016,79	3.016,79	521.983,21	1%
<b>04 Résultat 4 :</b>			0,00					391,29	391,29	-391,29	7%
01 A_04_01		REGIE	0,00					391,29	391,29	-391,29	7%
<b>06 Résultat 6 :</b>			0,00				468,58	824,02	1.292,60	-1.292,60	7%
01 A_06_01		REGIE	0,00				468,58	824,02	1.292,60	-1.292,60	7%
<b>B PRECOB</b>			0,00					-25.772,68	-25.772,68	25.772,68	7%
<b>01 Prestations PRECOB</b>			0,00					-25.772,68	-25.772,68	25.772,68	7%
01 Activités intégrées PRECOB		REGIE	0,00					-25.772,68	-25.772,68	25.772,68	7%
		REGIE	?				391.214,43	1.256.036,48	1.647.250,91	8.352.749,09	16%
		COGEST									
		<b>TOTAL</b>	?				391.214,43	1.256.036,48	1.647.250,91	8.352.749,09	16%



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1217511 Printed on woensdag 08 februari 2017

page: 1

## Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1217511

Project Title : **Programme d'appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle (ETFP) dans les districts de la Mongala et du Sud Ubangi en Equateur (EDU-EQUA)**

Budget Version : **C3**  
 Currency : **EUR**  
 YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2016

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	2013	2014	2015	Expenses		Total	Balance	% Exec
<b>X RÉSERVE BUDGÉTAIRE</b>			250.500,00					0,00	0,00	250.500,00		0%
01 Réserve budgétaire			250.500,00					0,00	0,00	250.500,00		0%
01 Réserve budgétaire		REGIE	250.500,00					0,00	0,00	250.500,00		0%
<b>Z MOYENS GÉNÉRAUX</b>			3.703.000,00				373.129,38	781.596,11	1.154.725,49	2.548.274,51		31%
01 Ressources humaines			2.238.000,00				130.891,69	493.319,75	624.211,45	1.613.788,55		28%
01 Equipe technique internationale		REGIE	1.560.000,00				100.951,62	307.497,26	408.448,88	1.151.551,12		26%
02 Equipe technique nationale		REGIE	678.000,00				29.940,08	185.822,49	215.762,57	462.237,43		32%
02 Investissements			320.200,00				179.014,15	53.583,69	232.597,84	87.602,16		73%
01 Véhicules tout terrain avec CODAN (4 + 1)		REGIE	168.000,00				166.989,61	0,00	166.989,61	1.010,39		99%
02 Motos (8 + 2)		REGIE	31.200,00				420,98	21.390,33	21.811,31	9.388,69		70%
03 Pièces de rechanges/entretien véhicules et		REGIE	25.000,00				1.120,30	11.708,22	12.828,52	12.171,48		51%
04 Phonie VHF/UHF		REGIE	21.000,00					0,00	0,00	21.000,00		0%
05 Téléphones satellitaires (2)		REGIE	5.000,00				4.707,90	977,04	5.684,94	-684,94		114%
06 Kit éclairage de secours solaire		REGIE	20.000,00					1.386,74	1.386,74	18.613,26		7%
07 Groupe électrogène 16KVA		REGIE	30.000,00					18.121,36	18.121,36	11.878,64		60%
08 Antennes satellitaires (2)		REGIE	20.000,00				5.775,36	0,00	5.775,36	14.224,64		29%
03 Fonctionnement			936.800,00				53.752,96	202.519,66	256.272,61	680.527,39		27%
01 Frais de fonctionnement des véhicules +		REGIE	235.800,00				8.817,58	21.127,56	29.945,14	205.854,86		13%
02 Frais de fonctionnement des bureaux (2)		REGIE	240.000,00				18.948,23	69.740,72	88.688,95	151.311,05		37%
03 Frais de loyers de bureaux (2) ou		REGIE	162.000,00				23.538,10	65.306,45	88.844,55	73.155,45		55%
		REGIE	?				391.214,43	1.256.036,48	1.647.250,91	8.352.749,09		16%
		COGEST										
		<b>TOTAL</b>	<b>?</b>				<b>391.214,43</b>	<b>1.256.036,48</b>	<b>1.647.250,91</b>	<b>8.352.749,09</b>		<b>16%</b>



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1217511 Printed on woensdag 08 februari 2017

page: 2

## Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1217511

Project Title : **Programme d'appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle (ETFP) dans les districts de la Mongala et du Sud Ubangi en Equateur (EDU-EQUA)**

Budget Version : **C3**  
 Currency : **EUR**  
 YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2016

	Status	Fin Mode	Amount	Start to				Expenses		Balance	% Exec
				2012	2013	2014	2015	Total			
04 Frais de gardiennage (2)		REGIE	54.000,00					19.343,73	19.343,73	34.656,27	36%
05 Organisation des SMCL		REGIE	65.000,00				284,54	6.958,75	7.243,29	57.756,71	11%
06 Frais de communication (abonnement)		REGIE	180.000,00				2.164,50	20.042,45	22.206,95	157.793,05	12%
<b>04 Audit, suivi &amp; évaluation</b>			208.000,00				9.428,02	32.055,09	41.483,11	166.516,89	20%
01 Audit		REGIE	48.000,00					382,25	382,25	47.617,75	1%
02 Etude ligne de base		REGIE	25.000,00					7.554,14	7.554,14	17.445,86	30%
03 MTR & Evaluation finale		REGIE	90.000,00					0,00	0,00	90.000,00	0%
04 Suivi et backstopping		REGIE	45.000,00				9.428,02	24.118,70	33.546,72	11.453,28	75%
<b>99 Conversion rate adjustment</b>			0,00				42,56	117,92	160,48	-160,48	7%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00				42,56	117,92	160,48	-160,48	7%
		REGIE	?				391.214,43	1.256.036,48	1.647.250,91	8.352.749,09	16%
		COGEST									
		<b>TOTAL</b>	?				391.214,43	1.256.036,48	1.647.250,91	8.352.749,09	16%



## 4.6 Ressources en termes de communication

Avec l'appui de la responsable communication de la Représentation, le projet a élaboré sa stratégie de communication débouchant sur un plan d'action opérationnel. La Direction du projet met l'accent sur la communication pour le développement, en définissant clairement les objectifs de communication au niveau de chaque partenaire. Les chargés de suivi-évaluation sont des points focaux communication au sein du projet.

Au niveau de la communication externe, EDU-MOSU a aussi élaboré un dépliant du projet, des banderoles pour des actions sur le terrain et de nombreuses séances de sensibilisation (émissions radio, saynètes avec les troupes théâtrales) sur l'inscription des filles à l'ETFP.

, la multiplication pour les établissements du manuel de l'enseignant relatif à une pédagogie qui intègre la dimension genre (FAWE), quatre (4) petits films ont été produits en rapport avec la mise en œuvre de la stratégie genre dans les établissements. Des articles sont envoyés régulièrement à la représentation pour la diffusion sur le site de la CTB et sur sa page Facebook.